

**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

SENEGAL 2007



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Sénégal / Secrétariat du Comité

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU SENEGAL AU TITRE DE L'ANNEE 2007**

JANVIER 2009

---

**SOMMAIRE**

INTRODUCTION.....	3
I- EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS.....	6
I.1 – Evolution de la Balance commerciale.....	6
1.1.1 Exportations de biens.....	7
1.1.2 – Importations de biens.....	13
I.2 – Evolution de la Balance des Services.....	21
1.2.1 – Les transports.....	21
1.2.2 – Les voyages.....	21
1.2.3 – Les autres services.....	23
I.3 – Evolution des Revenus.....	23
1.3.1 – Revenus du travail.....	23
1.3.2 – Revenus des Investissements.....	23
I.4 – Evolution de la Balance des transferts courants.....	28
II- EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	29
II-1 – Evolution du compte de capital.....	29
2-2-1 – Evolution de la balance des transferts de capital.....	29
2-2-2 – Acquisition / cessions d'actifs non financiers non produits.....	29
II-2 – Evolution du compte des opérations financières.....	30
2.2.1 – Evolution du compte des opérations financières (présentées dans l'optique des composantes standards).....	30
2-2-2– Evolution du compte des opérations financières recalculées dans l'optique de la présentation habituelle de la BCEAO.....	32
2-2-2-1 Evolution des opérations financières.....	32
2-2-2-2 Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques de dépôts : le solde monétaire.....	32
III- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG).....	35
IV- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES REQUIS SUR CERTAINS POSTES.....	36
ANNEXES.....	38

---

## **INTRODUCTION**

La croissance de l'économie mondiale, tirée principalement par les performances des pays émergents, s'est inscrite en léger repli en 2007, atteignant 4,9% en termes réels contre 5,0% en 2006.

Une décélération du rythme de croissance économique a été enregistrée dans les pays industrialisés en 2007, traduisant l'impact défavorable de la hausse des cours du pétrole et la montée des incertitudes liées à la crise des crédits immobiliers à risque<sup>1</sup>. Ainsi, aux Etats-Unis, le Produit Intérieur Brut (PIB) n'a progressé que de 2,2% en 2007 contre 2,9% l'année précédente, la demande intérieure ayant été essentiellement soutenue par la progression des dépenses publiques. Au Royaume-Uni, l'activité économique a été plus soutenue que dans les autres pays industrialisés avec une croissance de 3,1% en 2007 contre 2,9% en 2006, en liaison avec le dynamisme des activités des services et du secteur manufacturier. Au Japon, la croissance économique est ressortie à 2,1% en 2007 contre 2,4% en 2006. Elle a été essentiellement tirée par la vigueur de la demande intérieure et des exportations nettes.

En Asie, l'économie chinoise est restée dynamique avec une croissance de la production intérieure brute en 2007 de l'ordre de 11,4%, reflétant la hausse de la production industrielle (18,5%) soutenue par celle des investissements (24,8%). En Inde, l'activité économique a progressé de 9,2% en 2007, soit le même niveau qu'en 2006.

En Amérique latine, le rythme de progression du PIB a atteint 5,6%, soit la même évolution que l'année précédente, à la faveur de la bonne tenue des investissements directs étrangers.

En Afrique, le taux de croissance du PIB s'est situé à 6,2% en 2007 contre 5,9% un an plus tôt, en relation avec la hausse des cours des matières premières. Cette accélération masque, toutefois, les disparités observées entre les pays producteurs de pétrole et de métaux précieux tels que l'or, d'une part, et les autres pays, d'autre part.

En particulier, les pays de l'UEMOA ont enregistré une progression du produit intérieur brut de 3,0% en 2007 contre 3,1% en 2006. Ce niveau de croissance est lié à la progression de l'activité dans les services, notamment les télécommunications, et dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, en rapport avec l'exécution de projets d'infrastructures de base.

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), a enregistré une légère hausse en 2007, se situant à 2,4% en moyenne annuelle contre 2,3% en 2006. Cette évolution du niveau général des prix à la consommation est due à l'augmentation des prix des produits alimentaires importés, au renchérissement du gaz et à l'impact du niveau élevé des tarifs des produits pétroliers sur les services de transport et certaines denrées alimentaires.

Sur le marché des changes, la perspective d'un différentiel de taux d'intérêt de moins en moins favorable à la devise américaine a favorisé une appréciation de l'euro de 9,1% en moyenne en 2007. La monnaie européenne est ressortie en moyenne, au cours de l'année 2007, à 1,3705 dollar contre 1,2458 en 2006.

---

<sup>1</sup> Le crédit à risque ou "subprime" désigne le marché des prêts accordés par des institutions de crédit hypothécaire à des ménages qui n'ont pas accès aux crédits classiques, en raison de la faiblesse de leurs revenus et de l'insuffisance de garanties.

---

Au plan sous-régional, l'évolution des cours moyens des principales monnaies de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par rapport au franc CFA a été contrastée en 2007. En effet, le dalasi gambien et le franc guinéen se sont raffermis respectivement de 4,0% et 10,4%, tandis que le naïra nigérian s'est déprécié de 5,6%.

Sur les marchés financiers, les indices boursiers ont évolué dans un environnement marqué par la crise du secteur des crédits hypothécaires, les craintes d'un ralentissement notable de l'économie américaine et la persistance des tensions inflationnistes. Aux Etats-Unis, le NASDAQ composite, indice des valeurs des nouvelles technologies, et le Dow Jones ont progressé respectivement de 9,4% et 6,4%. Au Royaume-Uni, l'indice FOOTsie 100 s'est accru de 3,8%. Dans la zone euro, le CAC 40 à Paris et le DAX à Francfort ont enregistré des progressions respectives de 1,3% et 22,3%. En revanche, l'indice NIKKEI au Japon s'est replié de 11,1%.

Les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont connu une évolution favorable en 2007. La relative faiblesse du dollar a profité au cours mondial de l'or, dont le rôle de valeur refuge s'est renforcé. En outre, la diversification des réserves de change de certaines banques centrales en faveur de l'or a constitué un facteur de soutien supplémentaire. Le cours moyen annuel de l'once d'or s'est ainsi accru de 15,1%, s'établissant à 696,55 dollars en 2007. Les cours du café se sont redressés de 29,0%, en liaison avec l'importance de la demande émanant de la Chine et de la Russie, couplée à la sécheresse qui a sévi au Brésil et au Vietnam. Le prix de la livre de cacao s'est également inscrit en hausse de 22,8% par rapport au niveau de l'année 2006. Les cours du coton ont progressé de 9,4%, sous l'effet de la progression des achats opérés par les filatures indiennes et chinoises ainsi que l'accroissement de la demande globale. Parallèlement, les cours des huiles de palme, de palmiste et d'arachide se sont appréciés respectivement de 62,7%, 52,5% et 29,2%, sous l'effet de la forte demande des industries alimentaires et des biocarburants et de l'incidence de la sécheresse observée en Chine et au Brésil.

Au Sénégal, après le ralentissement observé en 2006, l'activité économique a été mieux orientée en 2007, à la faveur d'une part, du regain d'activité du secteur secondaire, induit notamment par la reprise de la production des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), et du dynamisme du secteur tertiaire. Les dernières données disponibles laissent apparaître une progression du PIB de 4,8% en termes réels contre 2,3 % en 2006.

Les tensions inflationnistes sont toutefois apparues relativement fortes et le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, est ressorti à 5,9% en 2007 contre 2,1% en 2006.

Au niveau des finances publiques, malgré la bonne tenue des recettes, le solde budgétaire a enregistré un important déficit alimenté par la hausse des transferts et subventions destinés à atténuer l'incidence sur le pouvoir d'achat des ménages de la hausse des prix des produits alimentaires et des hydrocarbures. Ainsi, le déficit global des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est situé à 386,4 milliards ou 7,2% du PIB en 2007 contre 352,2 milliards en 2006 ou 7,3% du PIB.

---

Dans ce contexte, le déficit extérieur courant s'est sensiblement dégradé, passant de 450,7 milliards en 2006 à 628,8 milliards en 2007. Cette évolution est liée, principalement, à la détérioration du solde de la balance commerciale. Rapporté au PIB, le solde de la balance des paiements courants s'est établi à -11,7% en 2007 contre -9,4% en 2006.

Ce déficit a été financé par l'important excédent enregistré par le compte de capital et d'opérations financières, soit 694,0 milliards en 2007 contre 544,3 milliards en 2006, dont 159,4 milliards pour le compte de capital, et 534,6 milliards pour le compte d'opérations financières.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, ajusté des erreurs et omissions nettes, a permis de couvrir le déficit courant et d'améliorer les avoirs de réserve (au sens strict) à hauteur de 73,7 milliards contre une dégradation de 2,5 milliards en 2006. Evalué suivant l'optique des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires traditionnellement utilisée par la BCEAO, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 70,8 milliards en 2007 contre 99,0 milliards en 2006. Cet excédent s'est traduit par une amélioration de la position extérieure de la Banque Centrale de 74,1 milliards, les avoirs extérieurs nets des banques de dépôts et autres institutions monétaires s'étant, pour leur part, dégradés de 3,3 milliards.

## I - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les transactions courantes regroupent les biens, services et revenus ainsi que les transferts courants sans contrepartie. L'évolution des principaux soldes composant la balance des paiements courants est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau I.1. Evolution de la balance des paiements courants  
(en millions de FCFA)

Postes	2003	2004	2005	2006	2007
Biens	-469.924	-521.083	-691.305	-836.466	-1.193.338
<i>Dont Marchandises</i>	<i>-469.845</i>	<i>-523.263</i>	<i>-698.072</i>	<i>-846.997</i>	<i>-1.202.114</i>
Services nets	-13.016	-14.789	-16.278	-18.501	-18.072
Revenus nets	-79.132	-69.044	-47.237	-33.171	-35.388
Transferts courants nets	308.296	333.878	397.584	437.466	618.022
Balance des paiements courants (BPC)	-253.776	-271.038	-357.236	-450.672	-628.776
Produit intérieur brut (PIB)(*)	3.986.425	4.242.837	4.582.285	4.846.395	5.351.838
BPC / PIB (%)	-6,4	-6,4	-7,8	-9,3	-11,7

(\*) *Source* : DPEE/MEF

Le déficit du solde des paiements courants s'est dégradé de 178,1 milliards pour s'établir à 628,8 milliards en 2007 contre 450,7 milliards en 2006. Cette détérioration du solde courant est attribuable essentiellement à l'accentuation du déficit commercial (-356,8 milliards), atténuée par la hausse de l'excédent des transferts courants (+180,6 milliards). Rapporté au PIB, le déficit courant s'est sensiblement alourdi, s'établissant à 11,7% en 2007 contre 9,3% en 2006.

### I - 1 – EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Le solde du compte « biens »<sup>2</sup>, intégrant les ajustements de couverture, de valeur et de chronologie des échanges sur marchandises ainsi que l'incidence des mouvements d'entrepôts, s'est détérioré de 356,8 milliards, passant de -836,5 milliards en 2006 à -1.193,3 milliards en 2007. Cette dégradation sensible de la balance commerciale est due à une hausse soutenue des importations de biens (+325,6 milliards), combinée à une baisse des exportations de 31,3 milliards, après une quasi-stabilité un an plus tôt.

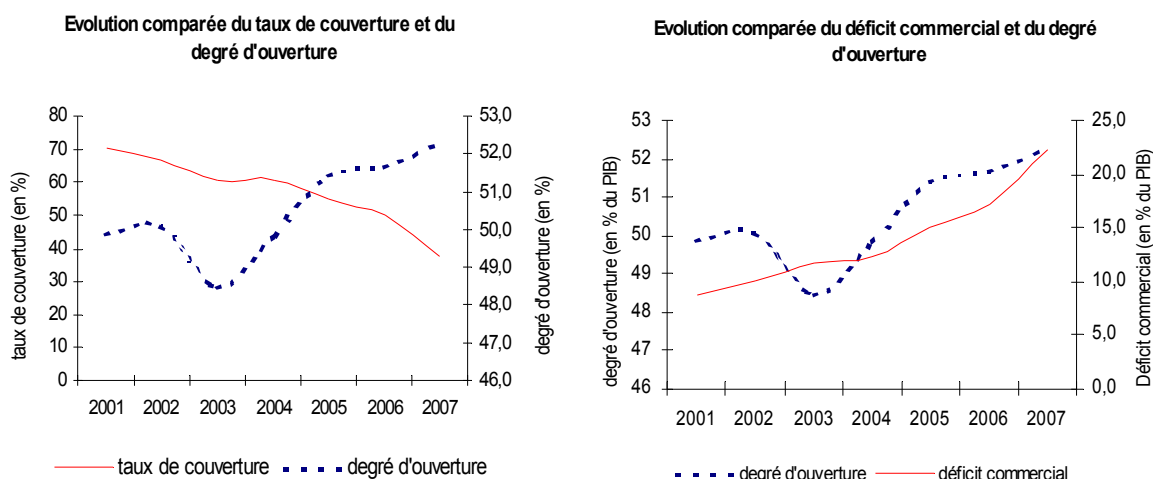
Le taux de couverture des importations par les exportations s'est sensiblement détérioré, passant de 49,9% en 2006 à 40,2% en 2007 alors que le déficit commercial a progressé de 17,3% du PIB à 22,3% du PIB sur la même période.

<sup>2</sup> Les données analysées prennent en compte les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA. La deuxième session de ces travaux, tenue à Dakar au cours du mois d'octobre 2008, a permis de réduire significativement les asymétries notées dans les statistiques des pays de l'UEMOA et d'intégrer dans les statistiques officielles une estimation des échanges non contrôlés.

**Tableau I.2. Evolution de la balance commerciale**  
(en milliards de FCFA)

ANNEES	EXPORTATIONS DE BIENS	IMPORTATIONS DE BIENS	SOLDE COMMERCIAL	TAUX DE COUVERTURE EN %
2001	735,3	1.047,1	-311,8	70,2
2002	743,4	1.117,9	-374,6	66,5
2003	730,6	1.200,5	-469,9	60,9
2004	797,4	1.318,5	-521,1	60,5
2005	832,4	1523,7	-691,3	54,6
2006	833,5	1.669,9	-836,5	49,9
2007	802,2	1.995,5	-1.193,3	40,2

Source : ANSD/MEF



Le déficit commercial est passé de 8,7% du PIB en 2001 à 22,3% du PIB en 2007. Pour leur part, la couverture des importations par les exportations et le degré d'ouverture de l'économie, mesuré par la somme des importations et des exportations rapportée au PIB, ont évolué respectivement de 70,2% et 49,8 % en 2001 à 40,2% et 52,3% en 2007.

Au total, l'ouverture accrue du Sénégal aux échanges extérieurs s'est accompagnée d'une accentuation du déficit commercial et par voie de conséquence d'un repli du taux de couverture des importations par les exportations.

#### 1-1-1 Exportations de biens

Les exportations globales (commerce général FOB ajusté) sont ressorties en baisse de 31,3 milliards par rapport à leur niveau de 2006, s'établissant à 802,2 milliards en 2007 contre 833,5 milliards l'année précédente.



**Tableau I.3. Exportations de biens par rubriques**  
(en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Marchandises générales	722.337	786.176	818.999	817.085	785.410
Biens exportés pour transformation					
Réparations de biens	213	90	110	11	4
Achats de biens dans les ports par les transporteurs Or non monétaire	8.001	11.145	13.332	16.374	16.797
<b>Total des exportations de biens</b>	<b>730.551</b>	<b>797.411</b>	<b>832.441</b>	<b>833.471</b>	<b>802.211</b>

Source : ANSD/MEF

**Tableau I.4. Evolution des exportations de marchandises par principaux produits**  
(en millions de FCFA)

<b>PRODUITS</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Sel marin	6.845	6.690	5.011	7.994	8.267
Produits pétroliers	109.303	115.200	162.767	220.146	142.532
Produits arachidières	25.300	17.400	20.800	31.961	39.290
Phosphates	5.300	7.894	755	719	714
Coton	12 400	15.301	11.229	12.768	13.647
Produits de la pêche (poissons, conserves)	164.100	163.300	166.437	145.559	150.405
Ciment	7.323	14.692	27.057	41.271	43.538
Acide phosphorique	69.300	80.664	85.287	40.327	46.959
Engrais	28.922	36.453	18.597	5.246	12.513
Articles manufacturés	77.543	65.351	66.115	69.504	65.163
dont produits textiles et chaussures	19.474	7.558	8.022	9.032	7.670
Autres produits d'exportation	241.019	196.284	256.194	217.835	234.115
dont biens d'équipement	21.710	33.021	101.246	51.993	45.576
<b>Total (Commerce Général FOB non ajusté)</b>	<b>669.812</b>	<b>719.091</b>	<b>820.249</b>	<b>793.330</b>	<b>757.143</b>
Ajustements de valeur	-10.318	238	4.377	-588	2.712
Ajustements de champ couvert	68.737	66.325	11	27.175	13.954
Ajustements de chronologie	-5.894	522	-5.638	-2.832	11.601
<b>EXPORTATIONS FOB AJUSTEES</b>	<b>722.337</b>	<b>786.176</b>	<b>818.999</b>	<b>817.085</b>	<b>785.410</b>

Source : ANSD/MEF

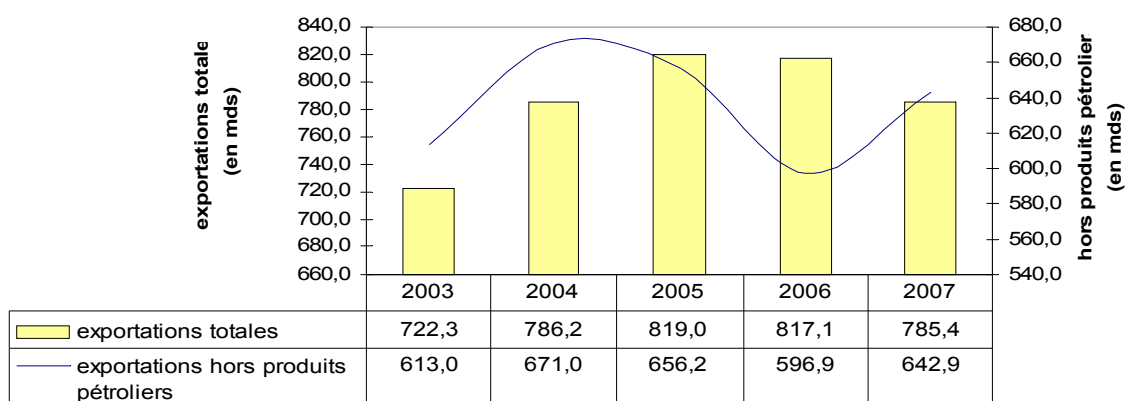
**Tableau I.5. Evolution des exportations de marchandises ajustées**  
 Volume en milliers de tonnes, Prix en FCFA/kg, Valeur en millions de FCFA

PRODUITS	2 003		2 004		2 005		2 006		2 007	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>Sel marin</b>	<b>6 845,7</b>	<b>0,9</b>	<b>6 690,0</b>	<b>0,9</b>	<b>5 071,0</b>	<b>0,6</b>	<b>7 705,0</b>	<b>1,0</b>	<b>8 198,6</b>	<b>1,0</b>
Volume	149,4		149,0		114,5		171,7		173,7	
Prix	45,8		44,9		44,3		44,9		47,2	
<b>Produits pétroliers</b>	<b>109 304,0</b>	<b>15,1</b>	<b>115 200,0</b>	<b>14,7</b>	<b>162 767,0</b>	<b>14,9</b>	<b>220 146,0</b>	<b>26,9</b>	<b>142 559,4</b>	<b>18,2</b>
Volume	627,4		638,5		748,2		743,9		448,3	
Prix	174,2		180,4		217,6		296,0		318,0	
<b>Produits Arachidiers</b>	<b>25 227,0</b>	<b>3,5</b>	<b>17 319,0</b>	<b>2,2</b>	<b>20 700,0</b>	<b>2,5</b>	<b>29 022,0</b>	<b>3,5</b>	<b>38 489,0</b>	<b>4,9</b>
Huile brute	21 682,0		13 670,0		19 600,0		25 123		32 353	
Volume	39,1		22,5		35,4		51,8		68,7	
Prix	554,5		608,2		553,1		484,7		470,9	
Tourteaux	3 545,0		3 649,0		1 100,0		3 607,0		6 136,0	
Volume	38,6		25,8		12,8		46,3		63,8	
Prix	91,8		141,2		89,4		78,0		96,2	
<b>Phosphates</b>	<b>5 344,5</b>	<b>0,7</b>	<b>7 894,0</b>	<b>1,0</b>	<b>3 378,0</b>	<b>0,4</b>	<b>4 798,0</b>	<b>0,6</b>	<b>4 957,7</b>	<b>0,6</b>
Volume	203,9		197,9		174,4		177,9		181,6	
Prix	26,2		39,9		19,4		27,0		27,3	
<b>Coton</b>	<b>13 718,3</b>	<b>1,9</b>	<b>13 577,5</b>	<b>1,7</b>	<b>12 077,5</b>	<b>1,5</b>	<b>12 041,0</b>	<b>0,6</b>	<b>13 647</b>	<b>1,7</b>
Volume	16,8		16,5		18,2		18,3		21,4	
Prix	816,7		820,9		663,6		659,1		637,7	
<b>Ciment</b>	<b>8 960,3</b>	<b>1,2</b>	<b>14 692,6</b>	<b>1,9</b>	<b>25 258,2</b>	<b>3,1</b>	<b>37 829,0</b>	<b>4,6</b>	<b>43 538</b>	<b>5,5</b>
Volume	202,3		348,5		572,7		801,9		849,2	
Prix	44,3		42,2		44,1		47,2		51,3	
<b>Produits Pêche</b>	<b>164 017,0</b>	<b>22,7</b>	<b>167 500,4</b>	<b>21,3</b>	<b>154 574,0</b>	<b>18,9</b>	<b>150 268,7</b>	<b>18,4</b>	<b>152 770,8</b>	<b>19,5</b>
Poissons frais	34 315,6		39 955,1		22 173,3		18 704,9		19 160,4	
Volume	7,2		8,2		9,0		6,9		7,0	
Prix	4 769,9		4 882,1		2 463,7		2 710,1		2 737,2	
Poissons Congelés	109 220,5		110 706,3		120 897,0		123 005,4		124 714,8	
Volume	71,6		71,2		63,0		58,6		58,8	
Prix	1 525,4		1 555,3		1 919,0		2 100,0		2 121,0	
Conserves	13 708,9		12 617,3		7 082,4		5 158,4		5 409,8	
Volume	9,5		7,8		8,0		5,3		5,5	
Prix	1 449,3		1 622,6		885,3		973,8		983,6	
Produits transformés	6 772,0		4 221,7		4 589,4		3 400,0		3 487,8	
Volume	7,4		5,3		3,2		3,2		3,3	
Prix	912,7		792,4		1 434,2		1 046,5		1 056,9	
<b>Produits des ICS</b>	<b>92 168,0</b>	<b>12,8</b>	<b>102 482,0</b>	<b>13,0</b>	<b>94 947,0</b>	<b>11,6</b>	<b>37 776,0</b>	<b>4,6</b>	<b>59 387,0</b>	<b>7,6</b>
<b>Acide phosphorique</b>	<b>69 320,0</b>	<b>9,6</b>	<b>80 664,0</b>	<b>10,3</b>	<b>85 287,0</b>	<b>10,4</b>	<b>36 128,0</b>	<b>4,4</b>	<b>46 959,0</b>	<b>6,0</b>
Volume	439,9		486,9		453,4		183,7		219,6	
Prix	157,6		165,7		188,1		196,7		213,8	
<b>Engrais solide</b>	<b>22 848,0</b>	<b>3,2</b>	<b>21 818,0</b>	<b>2,8</b>	<b>9 660,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1 648,0</b>	<b>0,2</b>	<b>12 428,0</b>	<b>1,6</b>
Volume	195,5		152,9		71,8		13,5		98,1	
Prix	116,9		142,7		134,5		121,8		126,7	
<b>Autres</b>	<b>296 752,2</b>	<b>41,1</b>	<b>340 820,5</b>	<b>43,4</b>	<b>340 226,3</b>	<b>46,5</b>	<b>317 499,3</b>	<b>38,9</b>	<b>321 362,5</b>	<b>41,0</b>
<b>EXPORTATIONS FOB</b>	<b>722 337,0</b>	<b>100,0</b>	<b>786 176,0</b>	<b>100,0</b>	<b>818 999,0</b>	<b>100,0</b>	<b>817 085,0</b>	<b>100,0</b>	<b>785 410,0</b>	<b>100,0</b>
<b>AJUSTEES</b>										

Sources : BCEAO - ANSD

L'évolution des exportations de marchandises (commerce général ajusté) fait ressortir une hausse des ventes à l'extérieur de tous les produits d'exportation, à l'exception des produits pétroliers.

**Evolution comparée des exportations totales et des exportations hors produits pétroliers**



Hors produits pétroliers, les exportations passent de 596,9 milliards en 2006 à 642,9 milliards en 2007, soit une progression de 46,0 milliards. Cette évolution traduit un regain de dynamisme des autres secteurs d'exportation, avec notamment l'amorce de reprise des exportations de produits chimiques des ICS et des produits halieutiques qui se sont redressées respectivement de 57,2% et 1,7% en 2007, après leurs replis respectifs de 60,2% et 2,8% notés en 2006.

Après un long arrêt de la production en 2006, les ICS ont enregistré en 2007 une hausse de leur activité. En effet, les productions d'acide phosphorique et d'engrais solides ont augmenté respectivement de 30,1% et 161,7% sur la période.

Les expéditions de sel marin ont augmenté de 6,4%, atteignant 8,2 milliards en 2007 contre 7,7 milliards l'année précédente.

Les ventes extérieures de produits arachidières (hors livraison de graines) ont progressé de 32,6%, s'établissant à 38,5 milliards en 2007 contre 29,0 milliards en 2006, à la faveur de l'accroissement des quantités exportées d'huile brute et de tourteaux. En revanche, les cours de cession ont enregistré une évolution contrastée, augmentant de 23,3% pour les tourteaux et se repliant de 2,8% pour l'huile brute.

Les exportations de phosphates ont progressé de 3,3%. Elles se sont établies à 5,0 milliards en 2007 contre 4,8 milliards en 2006. Cette évolution est due à la fois à l'accroissement des quantités vendues (+2,1%) et des prix de cession (+ 1,1%).

Les ventes de coton sont ressorties en hausse de 13,3%, atteignant 13,6 milliards en 2007. Cet accroissement est lié exclusivement aux quantités vendues (+16,9%), les cours s'étant inscrits en repli de 3,3%.

---

Les exportations de ciment sont évaluées à 43,5 milliards en 2007 contre 37,8 milliards en 2006, soit une hausse de 15,1%, due à l'accroissement à la fois du volume des expéditions (5,9%) et des cours de cession (8,7%).

Les ventes extérieures de produits non traditionnels se sont, pour leur part, redressées de 1,4% en 2007 après un repli de 6,7% observé en 2006. Constituées de tissus en coton, chaussures, récipients en tôle et fer, cuirs et peaux, produits pharmaceutiques et parachimiques et divers autres produits, elles représentent 41,0% des ventes extérieures en 2007.

Les recettes issues des exportations de produits pétroliers ont accusé une importante contraction, s'établissant à 142,6 milliards en 2007 contre 220,1 milliards en 2006. Cette évolution résulte essentiellement d'un repli des quantités exportées (-39,7%) consécutif à l'absence de ventes extérieures de la SAR. En revanche, les cours ont été orientés à la hausse (+7,4%), atténuant légèrement la baisse des recettes.

### **LES PRINCIPAUX PAYS CLIENTS DU SENEGAL**

Le continent africain (51,7%), en particulier les pays de la CEDEAO (47,0%), constitue la principale destination des exportations sénégalaises. Le marché européen, principalement l'Union Européenne, occupe la seconde place avec 30,3% des ventes extérieures du Sénégal. Les continents asiatique et américain représentent respectivement 10,4% et 1,7% des exportations en 2007 contre 9,7% et 1,0% en 2006. La part des autres destinations s'est inscrite en net repli à 5,9% en 2007 contre 14,8% en 2006.

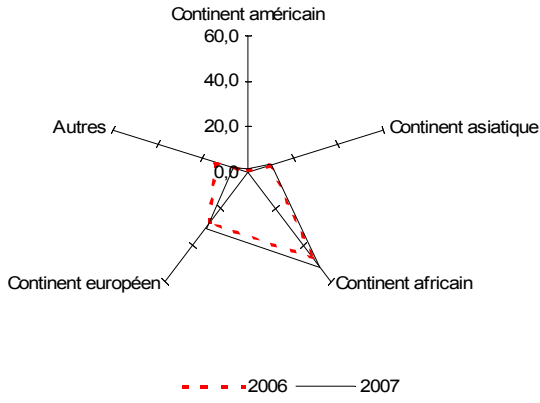
Par pays, le Mali (23,7%), la France (10,2%) et, dans une moindre mesure, l'Inde (7,1%), la Guinée-Bissau (5,2%), la Gambie (5,3%), la Mauritanie (4,8%) et la Côte d'Ivoire (4,1%) sont les principaux clients du Sénégal. Ces pays ont absorbé 60,4% des ventes extérieures du Sénégal en 2007 contre 53,2% en 2006.

S'agissant en particulier de la destination UEMOA, sa part dans les exportations totales du Sénégal a progressé, ressortant à 37,8% en 2007 contre 30,4% en 2006.

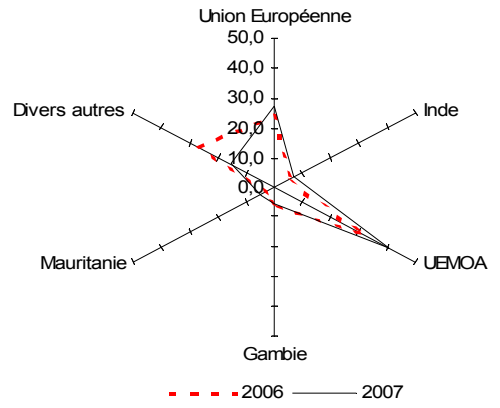
Le Mali, la Guinée-Bissau et la Côte d'Ivoire sont les principaux clients du Sénégal dans l'Union. Ces pays ont acquis au total 87,5% des exportations sénégalaises dans la zone en 2007 contre 87,4% en 2006. Les exportations vers le Mali, évaluées en 2007 à 186,4 milliards, ont augmenté de 15,8%. De même, les ventes en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau ont progressé respectivement de 46,7% et 20,3%. Elles sont ressorties en 2007 à 32,5 milliards pour la Côte d'Ivoire et 40,5 milliards pour la Guinée-Bissau contre respectivement 22,2 milliards et 33,7 milliards en 2006.

Au cours de l'année 2007, le Sénégal a essentiellement vendu au Mali des produits alimentaires (poissons et produits laitiers), du ciment, de l'engrais et des produits pétroliers. Les exportations en Côte d'Ivoire sont principalement constituées de produits halieutiques, de tabacs, d'engrais et de plastiques. Les ventes extérieures en Guinée Bissau sont dominées par les produits pétroliers et les produits pharmaceutiques.

**Destination des exportations du Sénégal**



**Principaux clients du Sénégal**



**Tableau I.7. Orientation géographique des exportations**  
(en millions de FCFA)

	2004		2005		2006		2007	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>Exportations</b>	<b>719.087</b>	<b>100</b>	<b>820.249</b>	<b>100</b>	<b>817.085</b>	<b>100</b>	<b>785.410</b>	<b>100,0</b>
<b>Union Européenne</b>	<b>202.556</b>	<b>28,2</b>	<b>201.781</b>	<b>24,6</b>	<b>196.100</b>	<b>24,0</b>	<b>197.981</b>	<b>25,2</b>
- dont France	68.793	9,6	78.744	9,6	105.671	12,9	80.377	10,2
<b>Etats-Unis</b>	<b>1.812</b>	<b>0,3</b>	<b>9.843</b>	<b>1,2</b>	<b>4.085</b>	<b>0,5</b>	<b>4.712</b>	<b>0,6</b>
<b>Japon</b>	<b>6.629</b>	<b>0,9</b>	<b>5.742</b>	<b>0,7</b>	<b>7.354</b>	<b>0,9</b>	<b>6.283</b>	<b>0,8</b>
<b>Inde</b>	<b>96.722</b>	<b>13,5</b>	<b>111.554</b>	<b>13,6</b>	<b>44.123</b>	<b>5,4</b>	<b>55.764</b>	<b>7,1</b>
<b>Chine</b>	<b>3.381</b>	<b>0,5</b>	<b>7.590</b>	<b>0,9</b>	<b>4.903</b>	<b>0,6</b>	<b>2.256</b>	<b>0,3</b>
<b>Thaïlande</b>	<b>1.162</b>	<b>0,2</b>	<b>1.640</b>	<b>0,2</b>	<b>817</b>	<b>0,1</b>	<b>785</b>	<b>0,1</b>
<b>CEDEAO</b>	<b>253.866</b>	<b>35,3</b>	<b>287.087</b>	<b>35,0</b>	<b>318.663</b>	<b>39,0</b>	<b>368.824</b>	<b>47,0</b>
<b>UEMOA</b>	<b>183.188</b>	<b>25,5</b>	<b>210.804</b>	<b>25,7</b>	<b>248.200</b>	<b>30,4</b>	<b>296.566</b>	<b>37,8</b>
Bénin	13.38	1,9	8.202	1,0	6.209	0,8	7.112	0,9
Burkina faso	12.583	1,7	9.023	1,1	11.965	1,5	12.075	1,5
Côte d'Ivoire	23.826	3,3	18.866	2,3	22.179	2,7	32.547	4,1
Guinée-Bissau	24.452	3,4	20.506	2,5	33.677	4,1	40.507	5,2
Mali	97.363	13,5	143.544	17,5	161.023	19,7	186.428	23,7
Niger	1.993	0,3	3.281	0,4	3.214	0,4	7.504	0,9
Togo	9.592	1,3	8.202	1,0	9.898	1,2	10.393	1,3
<b>AUTRES Etats CEDEAO</b>	<b>70.678</b>	<b>9,8</b>	<b>76.283</b>	<b>9,3</b>	<b>70.463</b>	<b>8,6</b>	<b>72.258</b>	<b>9,2</b>
Dont Nigeria	4.109	0,6	820	0,1	3.268	0,4	6.283	0,8
Gambie	37.07	5,2	39.372	4,8	45.757	5,6	41.627	5,3
R. Guinée	21.054	2,9	23.787	2,9	23.695	2,9	22.777	2,9
<b>Mauritanie</b>	<b>17.404</b>	<b>2,4</b>	<b>21.326</b>	<b>2,6</b>	<b>22.878</b>	<b>2,8</b>	<b>37.700</b>	<b>4,8</b>
<b>Autres clients</b>	<b>138.935</b>	<b>19,3</b>	<b>131.345</b>	<b>22,2</b>	<b>217.345</b>	<b>26,6</b>	<b>111.105</b>	<b>14,1</b>
<b>Continent américain</b>	<b>4.408</b>	<b>0,6</b>	<b>12.304</b>	<b>1,5</b>	<b>8.171</b>	<b>1,0</b>	<b>13.352</b>	<b>1,7</b>
<b>Continent asiatique</b>	<b>119.748</b>	<b>16,7</b>	<b>138.622</b>	<b>16,9</b>	<b>79.257</b>	<b>9,7</b>	<b>81.683</b>	<b>10,4</b>
<b>Continent africain</b>	<b>301.403</b>	<b>41,9</b>	<b>364.191</b>	<b>44,4</b>	<b>384.847</b>	<b>47,1</b>	<b>406.057</b>	<b>51,7</b>
<b>Continent européen</b>	<b>206.72</b>	<b>28,7</b>	<b>204.242</b>	<b>24,9</b>	<b>223.064</b>	<b>27,3</b>	<b>237.979</b>	<b>30,3</b>
<b>Autres</b>	<b>86.808</b>	<b>12,1</b>	<b>100.891</b>	<b>12,3</b>	<b>120.929</b>	<b>14,8</b>	<b>46.339</b>	<b>5,9</b>

Source : ANSD / MEF – Commerce général (données ajustées - BCEAO).

#### 1-1-2 Importations de biens

Les importations totales de biens (commerce général FOB ajusté) ont augmenté de 19,9% en 2007, s'établissant à 1.995,5 milliards contre 1.669,9 milliards un an plus tôt. Cette hausse sensible est imputable à la hausse de toutes les catégories d'importation à l'exception des biens d'équipements.

**Tableau I.8. Importations de biens par rubriques**  
(en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Marchandises générales	1.192.182	1.309.439	1.517.071	1.664.083	1.987.524
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	3.472	4.170	2.293	577	4.804
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	4.821	4.885	4.382	5.277	3.221
<b>Total des importations de biens</b>	<b>1.200.475</b>	<b>1.318.494</b>	<b>1.523.746</b>	<b>1.669.937</b>	<b>1.995.549</b>

*Source : ANSD/MEF*

**Tableau I.9. Evolution des importations de marchandises générales**  
(en millions de FCFA)

<b>PRODUITS</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Produits alimentaires	349.740	352.355	441.664	355.967	461.782
Boissons, tabacs	32.634	24.719	28.157	31.894	39.986
Produits énergétiques	230.800	275.357	421.233	496.200	620.219
Graisses et huiles	56.627	58.429	58.507	62.046	76.910
Biens d'équipement	289.916	320.725	405.926	472.876	453.813
<i>dont matériel de transport</i>	<i>92.556</i>	<i>84.128</i>	<i>147.534</i>	<i>136.834</i>	<i>137.393</i>
<i>machines et appareils</i>	<i>182.799</i>	<i>195.130</i>	<i>223.790</i>	<i>302.358</i>	<i>298.895</i>
Autres biens de consommation	374.486	459.250	446.193	470.969	619.650
<i>dont produits pharmaceutiques</i>	<i>45.513</i>	<i>71.179</i>	<i>65.166</i>	<i>71.123</i>	<i>90.706</i>
<i>articles manufacturés</i>	<i>76.614</i>	<i>95.468</i>	<i>99.762</i>	<i>102.809</i>	<i>109.871</i>
Produits non classé ailleurs	57.383	26.272	48.137	27.802	56.164
<b>Total (Commerce Général CAF non ajusté)</b>	<b>1.391.586</b>	<b>1.517.107</b>	<b>1.849.817</b>	<b>1.917.754</b>	<b>2.328.524</b>
Ajust. de valeur	-8.507	-6.760	-14.021	-10.481	-15.481
Ajust. de chronologie	-6.460	-30.789	-30.000	-47.618	-66.419
Ajust. de champ couvert	-21.867	8.441	-81.951	31.348	17.502
<b>IMPORTATIONS TOTALES CAF</b>	<b>1.354.752</b>	<b>1.487.999</b>	<b>1.723.944</b>	<b>1.891.003</b>	<b>2.264.126</b>

*Source : ANSD/MEF*

Tableau I.10. Evolution des importations de marchandises ajustées

(en milliards de FCFA)

PRODUITS	2002		2003		2004		2006		2007	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Produits alimentaires	316,5	23,4	326,9	22,0	340,2	19,8	348,0	18,4	473,6	20,9
. Riz	126,4	9,3	128,3	8,6	132,9	7,7	122,5	6,5	131,3	5,8
. Blé	30,9	2,3	41,5	2,8	35,9	2,1	41,1	2,2	57,9	2,6
. Sucre	9,2	0,7	4,3	0,3	15,4	0,9	22,2	1,2	23,1	1,0
. Lait	31,1	2,3	36,7	2,5	46,2	2,7	48,5	2,9	54,7	2,4
. Autres	118,9	8,8	116,2	7,8	109,8	6,4	113,7	5,7	206,6	9,1
Produits pétroliers	247,2	18,2	278,5	18,7	431,6	25,0	460,8	24,4	553,8	24,5
. Pétrole brut	158,9	11,7	178,2	12,0	218,1	12,6	55,0	2,9	230,6	10,2
. Produits raffinés	88,2	6,5	100,2	6,1	213,5	12,4	405,8	21,5	323,2	14,3
Biens intermédiaires*	361,5	26,7	408,1	27,4	414,1	24,0	426,2	22,5	515,5	22,8
Biens d'équipement	310,4	22,9	311,8	21,0	378,9	22,0	472,9	25,0	453,8	20,0
Camion et camionnettes	98,9	7,3	79,3	5,3	83,1	4,8	120,4	6,4	109,0	4,8
. Autres machines – outil	183,8	13,6	191,1	12,8	261,2	15,2	302,4	16,0	299,0	13,2
. Autres	27,8	2,1	41,4	2,8	34,6	2,0	50,1	2,6	45,8	2,0
Autres Biens**	119,1	8,8	162,7	10,9	159,1	9,2	183,0	9,7	267,4	11,8
Total (Commerce Général CAF ajusté)	1.354,8	100,0	1.488,0	100,0	1.723,9	100,0	1.891,0	100,0	2.264,1	100,0
Commerce Général FOB	1.192,2		1.309,4		1.517,1		1.664,1		1.987,5	

\*matières premières animales et végétales, matières premières minérales, autres demi-produits

\*\* y compris boissons et tabacs

Sources : BCEAO - ANSD

Les importations de marchandises se sont établies à 1.987,5 milliards en 2007 contre 1.664,1 milliards en 2006, soit une hausse de 19,4% liée à l'accroissement des principales catégories de produits d'importation.

La facture de produits alimentaires importés s'est établie à 473,6 milliards en 2007, en hausse de 125,6 milliards par rapport à 2006. Cette évolution est due notamment à l'accroissement des approvisionnements en riz (+8,8 milliards), blé (+16,8 milliards), lait (+6,2 milliards) et autres produits alimentaires<sup>3</sup> (+92,9 milliards) ainsi que, dans une moindre mesure, à l'augmentation des achats de sucre (0,9 milliard).

<sup>3</sup> Les produits alimentaires ont été ajustés des données du commerce informel obtenues sur la base des travaux de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA



Les acquisitions de produits pétroliers ont, pour leur part, progressé de 20,2%. Les importations de pétrole brut se sont établies à 230,6 milliards en 2007 contre 55,0 milliards en 2006, soit une progression de 175,6 milliards. Cette évolution est due à la reprise de l'activité de raffinage par la SAR. En revanche, les achats de produits raffinés se sont repliés, passant de 405,8 milliards en 2006 à 323,2 milliards en 2007.

Les importations de biens intermédiaires se sont accrues de 89,3 milliards en 2007, tandis que celles de biens d'équipement ont diminué de 19,1 milliards, du fait principalement d'un repli des acquisitions de véhicules.

Les achats à l'extérieur des « autres biens » (produits pharmaceutiques, boissons et tabacs, produits textiles et autres articles manufacturés, ...) ont également augmenté de 84,4 milliards, s'établissant à 267,4 milliards en 2007 contre 183,0 milliards en 2006.

En pourcentage du PIB, les importations de produits alimentaires et de produits pétroliers ont augmenté, se situant à 19,2% en 2007 contre 16,8% en 2006. Les autres produits alimentaires sont essentiellement constitués d'animaux vivants<sup>4</sup> (18,7 milliards), de viandes et poissons (9,7 milliards), de fruits, légumes et agrumes (35,1 milliards), de préparations alimentaires (111,7 milliards) et de divers autres produits destinés à la consommation (farine, huile et autres graines de céréales).

Tableau I.11. Evolution des importations de produits pétroliers et de produits alimentaires en pourcentage du PIB

(en millions de FCFA)

<b>PRODUITS</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers (données ajustées)	554.784	605.859	771.737	808.959	1.027.394
PIB	3.986.425	4.242.837	4.582.285	4.846.395	5.351.838
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers / PIB en % (données ajustées)	14,9	14,4	17,0	16,8	19,2

4 Données communiquée par le Mali dans le cadre des travaux de la cellule sous-régionale de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA

### **ENCADRE 1 : EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EN 2007**

En 2007, le marché mondial des produits de base a évolué au gré d'une conjoncture difficile, avec des prix atteignant des sommets jusque là inobservés. Si cette tendance est intervenue un peu plus tôt dans le cas des produits pétroliers, elle s'est progressivement généralisée pour affecter les autres produits de base, notamment les céréales. Cette situation est consécutive aux fondamentaux de ces marchés, avec un équilibre offre - demande très précaire et un niveau des stocks au plus bas depuis des décennies. L'évolution du dollar, monnaie de cotation des cours des produits de base et l'intervention accrue des fonds spéculatifs sur le marché à terme ont également contribué à accentuer la fragilité de l'équilibre de ces marchés.

L'équilibre précaire entre l'offre et la demande mondiale est due en partie à la conjonction de facteurs climatique et/ou géopolitique défavorables. Selon l'Organisation météorologique mondiale, l'année 2007 correspond aux climats les plus «extrêmes» enregistrés jusqu'alors : vagues de froid en Amérique du Sud, moussons asiatiques sévères, sécheresse en Australie, vagues de chaleur en Europe de l'Est, fortes pluies en Grande- Bretagne. La sécheresse dans le sud-est de l'Europe a de surcroît aggravé les conditions de marché. Les productions céréalière et laitière ont donc baissé, diminuant les stocks et créant des tensions sur les marchés mondiaux.

S'agissant de la demande, les principaux facteurs de son augmentation restent l'accroissement de la population mondiale, l'augmentation du niveau de vie moyen dans les pays à fort excédent démographique (Chine, Inde, ...) et l'extension urbaine qui se fait au détriment des surfaces agricoles.

#### **LE PETROLE**

Après une tendance baissière amorcée au cours du second semestre de 2006, les cours des produits pétroliers ont été fortement orientés à la hausse en 2007. En effet, le prix du baril à New York qui, en moyenne mensuelle, avait baissé de 63,19 dollars en décembre 2006 à 55,57 dollars en janvier 2007, est remonté sensiblement, atteignant 74,04 dollars en juillet et 91,69 dollars en décembre 2007, soit une progression de 45,2% sur l'année.

L'évolution des prix du pétrole résulte essentiellement d'une augmentation substantielle de la demande, reflet de la robustesse de la croissance économique mondiale observée ces dernières années. Le renchérissement du pétrole s'explique également par une série d'évolutions au niveau de l'offre. En effet, les cours du pétrole ont été influencés par chaque changement affectant négativement l'offre de pétrole, telle que la résurgence régulière des tensions géopolitiques.

Toutefois, contrairement à ce qui avait été constaté lors des chocs pétroliers précédents, l'économie mondiale a très bien résisté ces dernières années. La plus faible intensité énergétique des économies avancées, les effets positifs de la mondialisation et la conjoncture favorable dans laquelle le choc actuel s'est produit en constituent les principaux facteurs explicatifs.

#### **PRODUITS ALIMENTAIRES**

La progression relativement marquée de la demande de céréales en 2007 s'explique par l'utilisation accrue des céréales pour l'alimentation humaine et animale, ainsi que par une nette augmentation de l'utilisation industrielle (production de biocarburants).

En outre, la crise mondiale du crédit se traduisant par une grande volatilité des marchés financiers, les fonds spéculatifs se sont massivement tournés vers les matières premières ces derniers mois. Depuis le début de l'année, avec les niveaux élevés déjà atteints par

les cours du brut, les investisseurs se sont de plus en plus intéressés aux marchés du blé et du riz.

Sur cette base, les cours internationaux de toutes les principales céréales ont atteint un niveau élevé en 2007.

#### **LE RIZ**

Le riz est l'aliment de base pour plus de la moitié de la population mondiale. Le marché international du riz a été confronté à une situation particulièrement difficile due à la fois à une demande qui dépasse l'offre et à des hausses substantielles des prix. Par ailleurs, la Chine, l'Inde, l'Egypte et le Vietnam, quatre des pays exportateurs traditionnels de riz, ainsi que le Cambodge ont imposé soit des prix minimum à l'exportation, soit des taxes ou des quotas/interdictions à l'exportation, autant de mesures destinées à réduire les quantités de riz offertes sur le marché mondial. Ainsi, les cours internationaux du riz blanchi – Thaïlande – ont bondi de 309 dollars US la tonne en décembre 2006 à 378 dollars US en décembre 2007, soit une hausse de 22,3%.

#### **LE BLE**

Les prix du blé ont enregistré des records, s'établissant à 381 dollars la tonne en décembre 2007 contre 208 dollars en janvier 2007, soit un raffermissement de 83,2% sur la période. La demande mondiale, en forte progression depuis 2006, est tirée par la croissance des pays émergents comme l'Inde ou la Chine, mais aussi par l'essor des biocarburants. Avec l'envolée du prix du pétrole, ces carburants ont connu un essor avec la multiplication des usines de diesel à base de colza. Le blé et le maïs sont également utilisés pour produire de l'éthanol.

#### **LE LAIT**

La situation du marché laitier a été exceptionnelle en 2007. En effet, les cours des produits industriels laitiers (beurre et poudre de lait qui constituent l'essentiel des produits laitiers faisant l'objet d'échanges sur les marchés mondiaux) ont fortement augmenté (plus de 70% en France). Ceci s'explique par une demande soutenue et une offre particulièrement faible dans les grands pays exportateurs en raison notamment de (i) la sécheresse en Océanie, et (ii) d'une diminution du troupeau laitier en Europe en 2006, liée à des prix alors élevés pour la viande et peu attractifs pour le lait.

### **LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS DU SENEGAL**

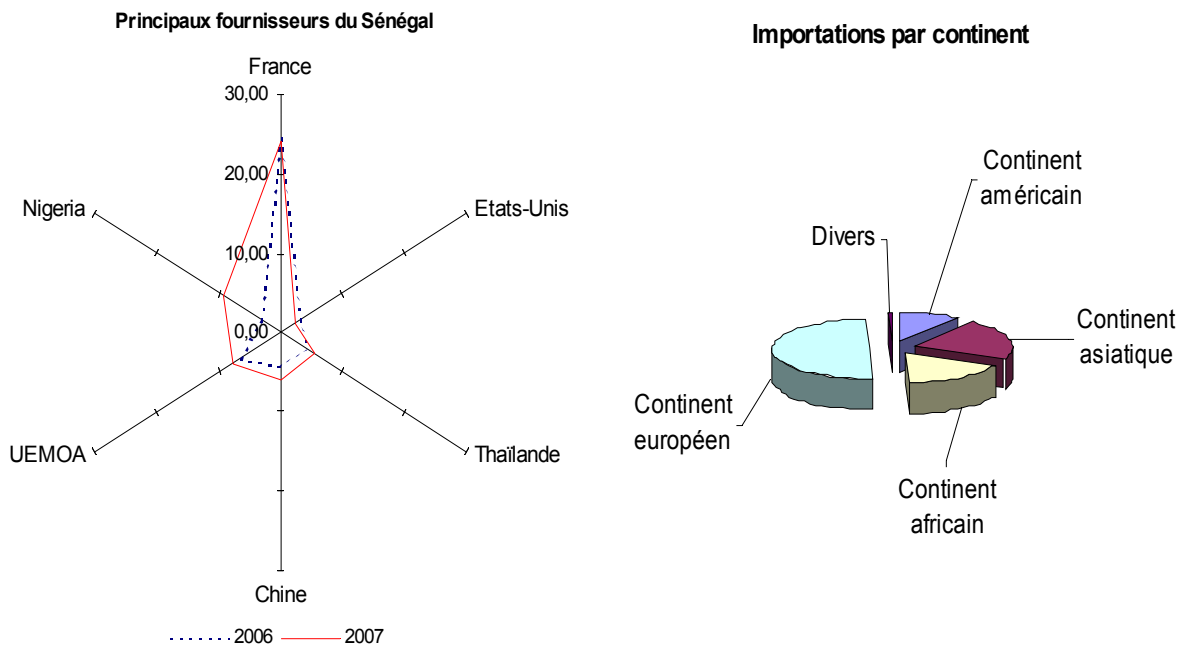
La part de l'Union européenne, principal partenaire du Sénégal, dans l'approvisionnement du marché sénégalais s'est contractée de 51,8% à 45,4% en 2007. Cette évolution s'est faite au profit des importations en provenance des pays d'Afrique et d'Asie, principalement le Nigeria, la Côte d'Ivoire et la Chine populaire. La France reste toutefois le principal partenaire du Sénégal avec 24,1% de part de marché.

La part de l'Asie dans les importations du Sénégal a légèrement progressé de 18,0% en 2006 à 21,2% en 2007. Les achats provenant notamment de la Chine (6,0%), de la Thaïlande (5,3%), du Japon (1,8%) et de l'Inde (3,7%) sont constitués pour l'essentiel de riz, de produits pharmaceutiques et de produits électroniques.

La part du continent africain a augmenté de 15,0% en 2006 à 18,0% en 2007. Sur le continent, les principaux pays fournisseurs du Sénégal demeurent le Nigeria et la Côte d'Ivoire, avec respectivement 9,3% et 4,6% des importations globales en 2007 contre 3,2% et 3,4% en 2006.

L'accroissement de la part du Nigeria dans les importations totales est essentiellement liée à la reprise des importations de pétrole brut suite au redémarrage des opérations de raffinage de la SAR. Les importations en provenance de l'UEMOA, représentant 7,8% des importations totales, sont évaluées 176,4 milliards en 2007 contre 121,4 milliards en 2006.

Le continent américain a vu sa part dans les acquisitions du Sénégal à l'extérieur baisser de 11,0% en 2006 à 10,2% en 2007. Les importations en provenance des Etats-Unis, sont passées de 60,5 milliards en 2006 à 52,0 milliards en 2007.



**Tableau I.12. Orientation géographique des importations**  
(en millions de FCFA)

	2003		2004		2006		2007	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>Importations CAF</b>	<b>1.518.299</b>	<b>100</b>	<b>1.723.944</b>	<b>100</b>	<b>1.891.003</b>	<b>100,0</b>	<b>2 264 126,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Union Européenne</b>	<b>692.556</b>	<b>45,6</b>	<b>779.223</b>	<b>45,2</b>	<b>979.540</b>	<b>51,8</b>	<b>1 028 973,7</b>	<b>45,4</b>
- dont France	368.056	24,2	393.059	22,8	459.514	24,3	546 107,2	24,1
<b>Etats-Unis</b>	<b>43.893</b>	<b>2,9</b>	<b>70.682</b>	<b>4,1</b>	<b>60.512</b>	<b>3,2</b>	<b>51 959,4</b>	<b>2,3</b>
<b>Japon</b>	<b>39.838</b>	<b>2,6</b>	<b>31.031</b>	<b>1,8</b>	<b>52.948</b>	<b>2,8</b>	<b>40 645,3</b>	<b>1,8</b>
<b>Inde</b>	<b>21.56</b>	<b>1,4</b>	<b>46.546</b>	<b>2,7</b>	<b>56.730</b>	<b>3,0</b>	<b>82 837,5</b>	<b>3,7</b>
<b>Thaïlande</b>	<b>93.442</b>	<b>6,2</b>	<b>74.130</b>	<b>4,3</b>	<b>75.640</b>	<b>4,0</b>	<b>120 903,8</b>	<b>5,3</b>
<b>Chine</b>	<b>52.143</b>	<b>3,4</b>	<b>64.500</b>	<b>3,7</b>	<b>81.313</b>	<b>4,3</b>	<b>136 733,1</b>	<b>6,0</b>
<b>CEDEAO</b>	<b>241.375</b>	<b>15,9</b>	<b>258.592</b>	<b>15,0</b>	<b>183.898</b>	<b>9,7</b>	<b>387 697,8</b>	<b>17,1</b>
<b>UEMOA</b>	<b>56.263</b>	<b>3,7</b>	<b>51.718</b>	<b>3,0</b>	<b>121.018</b>	<b>6,4</b>	<b>176 393,1</b>	<b>7,8</b>
Bénin	0.602	0	297	0,0	12.293	0,7	1 670,1	0,1
Burkina faso	0.032	0	50	0,0	1.578	0,1	3 378,4	0,1
Côte d'Ivoire	53.201	3,5	49.513	2,9	65.224	3,4	103 774,1	4,6
Guinée-Bissau	0.065	0	-	0,0	9.775	0,5	15 062,2	0,7
Mali	0.768	0,1	133	0,0	28.713	1,5	32 224,5	1,4
Niger	-	0	1	0,0	37	0,0	1 269,6	0,1
Togo	1.595	0,1	1.724	0,1	3.397	0,2	19 014,1	0,8
<b>AUTRES Etats CEDEAO</b>	<b>185.112</b>	<b>12,2</b>	<b>206.873</b>	<b>12</b>	<b>62.547</b>	<b>3,3</b>	<b>211 304,7</b>	<b>9,3</b>
Dont Nigeria	176.359	11,6	196.530	11,4	61.325	3,2	209 655,3	9,3
Gambie	0.106	0	934	0,1	10	0,0	121,5	0,0
R. Guinée	0.745	0	1.724	0,1	1.210	0,1	1 527,8	0,1
<b>Mauritanie</b>	<b>0.296</b>	<b>0</b>	<b>792</b>	<b>0,0</b>	<b>296</b>	<b>0,0</b>	<b>181,2</b>	<b>0,0</b>
<b>Autres clients</b>	<b>385.339</b>	<b>25,4</b>	<b>398.448</b>	<b>26,9</b>	<b>400.459</b>	<b>21,8</b>	<b>414 194,2</b>	<b>19,1</b>
<b>Continent américain</b>	<b>146.519</b>	<b>9,7</b>	<b>201.701</b>	<b>11,7</b>	<b>208.010</b>	<b>11,0</b>	<b>231 005,2</b>	<b>10,2</b>
<b>Continent asiatique</b>	<b>292.209</b>	<b>19,2</b>	<b>306.862</b>	<b>17,8</b>	<b>340.381</b>	<b>18,0</b>	<b>480 811,1</b>	<b>21,2</b>
<b>Continent africain</b>	<b>315.995</b>	<b>20,8</b>	<b>365.476</b>	<b>21,2</b>	<b>283.650</b>	<b>15,0</b>	<b>406 985,8</b>	<b>18,0</b>
<b>Continent européen</b>	<b>760.093</b>	<b>50,1</b>	<b>846.457</b>	<b>49,1</b>	<b>1.049.507</b>	<b>55,5</b>	<b>1 135 379,8</b>	<b>50,1</b>
<b>Divers</b>	<b>3.483</b>	<b>0,2</b>	<b>3.448</b>	<b>0,2</b>	<b>9.455</b>	<b>0,5</b>	<b>9 944,1</b>	<b>0,4</b>

Source : ANSD / MEF – Commerce général (données ajustées – BCEAO).

## **I – 2 - EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES**

Le solde déficitaire de la balance des services s'est maintenu en quasi-stabilité, affichant -18,1 milliards en 2007 contre -18,5 milliards en 2006. Cette légère amélioration masque toutefois une évolution contrastée des principales rubriques composant les services nets.

### **1-2-1 Les transports**

Composé du transport de passagers et de marchandises ainsi que de diverses autres activités connexes au transport, le poste « Transport » s'est dégradé en 2007, ressortant à -223,0 milliards contre -187,2 milliards une année auparavant. Cette évolution est due notamment aux dépenses d'expéditions de marchandises qui se sont alourdies, en liaison avec l'augmentation des importations.

Les postes « Transports de passagers » et « autres activités connexes » se sont également dégradés, ressortant respectivement à -3,6 milliards et -7,2 milliards en 2007 contre -2,9 milliards et -6,8 milliards en 2006.

**Tableau I.13. Evolution des transports**  
( en millions de FCFA)

	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Passagers	-7.685	-3.343	6.611	-2.934	-3.582
Fret (net)	-131.335	-141.169	-159.060	-177.471	-212.159
Autres	-3.858	-5.403	-10.848	-6.753	-7.228
Solde	-142.878	-149.915	-163.297	-187.158	-222.969
IMPORTATIONS CAF	1.354.752	1.487.999	1.723.944	1.891.003	2.264.126
FRET*/IMPORTATIONS CAF en %	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0

\*paiement de fret (débit)

### **1-2-2 Les voyages**

L'excédent du poste « Voyages » est passé de 102,7 milliards en 2006 à 133,6 milliards en 2007, soit une hausse de 30,1%. Conformément à la méthode de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), les recettes et dépenses touristiques ont été évaluées sur la base des entrées et sorties recensées au niveau des postes de frontière. Sur cette base, les recettes ont été estimées à 254,6 milliards et les dépenses des touristes à 121,1 milliards.

**Tableau I.14. Evolution des voyages**  
( en millions de FCFA)

Année		2003	2004	2005	2006	2007
<b>Voyages</b>		<b>89.019</b>	<b>81.606</b>	<b>93.733</b>	<b>102.697</b>	<b>133.560</b>
- à titre professionnel	Crédit	45.968	46.643	51.552	51.106	66.697
	Débit	4.885	4.386	6.698	5.460	60.399
- à titre personnel	Crédit	75.269	65.084	76.310	79.771	187.935
	Débit	27.325	25.735	27.431	22.720	60.673

#### ENCADRE 2 : EVALUATION DES STATISTIQUES DU POSTE VOYAGE

Le recensement au niveau des postes de frontière a révélé une entrée de 995.805 touristes en 2007. Les recettes ont été évaluées sur la base de la dépense journalière et de la durée de séjour qui varient selon le site d'hébergement. Les données sur la dépense journalière et la durée de séjour sont tirées de l'exploitation d'une enquête réalisée par le Ministère des Sénégalais de l'Extérieur et du Tourisme en 2002.

	Hôtels	Auberge+Campements+Résidences	Parents et amis	Autres postes frontière	croisiéristes	AUTRES	TOTAL
Arrivée de Touristes	270 569	8 366	192 094	495 654	4 085	25 037	995 805
durée moyenne	3,7	3,7	11,13	11,13	3,7	11,13	10,06
dépense moyenne	51 915	22 687	17 237	28 686	22 905	22 905	32 570
Estimation des recettes*	51 972	702	36 866	158 307	346	6 385	254 579

\*en millions de FCFA

Les dépenses touristiques ont été calculées selon la même méthode. A cet égard, une matrice de la dépense journalière par zone géographique et selon le motif du voyage a été estimée.

en francs CFA par jour	Europe et Amérique du Nord	Afrique	Asie et Moyen-Orient
Sorties par air			
Loisir	22 687	17 237	19 962
Affaires	69 044	51 915	60 480
Autres	45 866	34 576	40 221
Sorties par terre		8 619	

Sur la base des recensements au niveau de l'aéroport et d'une estimation des sorties au niveau des autres postes de frontière, le tourisme émetteur a totalisé un nombre de 349.268. Par ailleurs, un sondage effectué auprès d'un échantillon d'agences de voyage a permis de compléter les données sur la durée moyenne de séjour, le motif du voyage et la destination.

En ce qui concerne les voyageurs utilisant le mode aérien, les principales destinations sont l'Europe et l'Amérique du Nord (50,8%), l'Asie et le Moyen-Orient (28,4%) et l'Afrique (20,8%). Ces voyages ont essentiellement pour motif les affaires (51,8%), le loisir (29,5%), l'éducation et la santé (18,7%). La durée moyenne de séjour varie essentiellement en fonction du motif du voyage.

en Millions de FCFA	Europe et Amérique du Nord	Afrique	Asie et Moyen- Orient	TOTAL
Loisir	9 344	1 356	2 147	12 847
Affaires	33 346	10 263	16 345	59 954
Autres	16 765	5 173	8 227	30 166
<b>TOTAL AIR (I)</b>	<b>59 455</b>	<b>16 792</b>	<b>26 719</b>	<b>102 966</b>
<b>TOTAL TERRE (II)</b>	<b>0</b>	<b>18 105</b>	<b>0</b>	<b>18 105</b>
<b>TOTAL (I)+(II)</b>	<b>59 455</b>	<b>34 897</b>	<b>26 719</b>	<b>121 071</b>

### 1-2-3 Les autres services

L'excédent des autres services s'est consolidé de 5,3 milliards, passant de 66,0 milliards en 2006 à 71,3 milliards en 2007, à la faveur du dynamisme du secteur des télécommunications, des services reçus ou fournis par les administrations et les autres services aux entreprises. En revanche, le déficit des services d'assurance s'est aggravé, du fait principalement des assurances sur marchandises importées. Les services de BTP se sont, pour leur part, maintenus en relative stabilité.

Tableau I.15. Evolution des autres services  
(en millions de FCFA)

	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Autres services</b>	<b>40.834</b>	<b>53.520</b>	<b>53.286</b>	<b>65.960</b>	<b>71.337</b>
- Services BTP	20.736	37.995	35.583	8.130	8.124
- Services d'assurances	-31.042	-32.766	-35.650	-32.296	-39.690
<i>dont assurances sur marchandises</i>	<i>-27.095</i>	<i>-29.760</i>	<i>-34.480</i>	<i>-37.559</i>	<i>-45.283</i>
- Services fournis ou reçus par les administrations	32.936	29.075	30.643	29.959	34.454
- Services de communication	33.995	34.776	35.457	54.306	60.216
- Autres Services aux entreprises	-15.791	-15.560	-12.747	5.861	8.233



---

Les services de communication offerts à des non-résidents, évalués globalement à 87,3 milliards en 2007 contre 73,8 milliards en 2006, se sont légèrement réduits sur la téléphonie mobile, passant de 6,7 milliards en 2006 à 6,2 milliards en 2007. En revanche, ils ont enregistré une nette progression sur le réseau fixe, atteignant 75,6 milliards en 2007 contre 64,7 milliards l'année précédente. Parallèlement, les dépenses ont augmenté de 19,5 milliards en 2006 à 27,1 milliards en 2007, reflétant une hausse de 7,0 milliards sur la téléphonie fixe et de 1,3 milliard sur la téléphonie mobile.

Les services fournis et reçus par les administrations sont subdivisés en services reçus ou fournis par les « Ambassades et Consulats », les « Unités et organismes militaires » et les « Autres ». Le solde des services fournis et reçus par les Ambassades et Consulats est passé de 10,4 milliards en 2006 à 14,4 milliards en 2007. Le solde des « Autres » services fournis principalement par le Port Autonome de Dakar ou acquis par des Institutions internationales a, pour sa part, atteint 20,1 milliards en 2007 contre 19,5 milliards en 2006.

Les autres services aux entreprises ont progressé de 5,9 milliards en 2006 à 8,2 milliards en 2007 du fait essentiellement des « Divers services aux entreprises », notamment les services offerts par les compagnies de consignation et de transit ainsi que les services de conseil et de publicité.

### **I – 3 – EVOLUTION DES REVENUS**

Le déficit des revenus s'est accentué de 2,2 milliards, s'établissant à -35,4 milliards en 2007 contre -33,2 milliards en 2006. Cette évolution est imputable notamment à la dégradation des revenus des investissements dont le déficit passe de 67,0 milliards en 2006 à 69,7 milliards en 2007.

#### **1-3-1 Revenus du travail**

Les revenus nets du travail, structurellement excédentaires, ont légèrement progressé de 33,9 milliards en 2006 à 34,3 milliards en 2007. Toutefois, la part des entrées au titre des revenus du travail dans les revenus nets totaux perçus au profit de l'économie sénégalaise affiche une légère baisse, s'établissant à 42,2% contre 42,6% une année auparavant.

#### **1-3-2 Revenus des investissements**

Le solde des revenus d'investissements s'est détérioré de 2,7 milliards, se situant à -69,7 milliards en 2007 contre - 67,0 milliards en 2006. Cette évolution est essentiellement imputable à celle des revenus des investissements de portefeuille et, dans une moindre mesure, des revenus des investissements directs. En revanche, les revenus des autres investissements s'améliorent du fait d'un repli des paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure.

Le déficit des investissements de portefeuille a augmenté de 22,5 milliards en 2006 à 32,1 milliards en 2007 du fait essentiellement du revenu des titres de participation qui passe de -19,3 milliards en 2006 à -27,7 milliards en 2007. Cette évolution est principalement due à des bénéfices et dividendes importants distribués aux détenteurs étrangers d'investissements de portefeuille dans les secteurs de la télécommunication (en hausse de +4,9 milliards par rapport à 2006), du pétrole (+3,7 milliards) et de l'industrie agro-alimentaire (+2,2 milliards).

---

Evalués à -27,6 milliards en 2007 contre -26,7 milliards en 2006, les revenus des investissements directs se dégradent de 0,9 milliard du fait notamment d'un repli des bénéfices réinvestis, qui passent de 9,2 milliards en 2006 à 3,5 milliards en 2007. Cette baisse a été en partie compensée par des sorties nettes au titre des dividendes et bénéfices distribués moins importantes, soit -30,7 milliards en 2007 contre -35,1 milliards en 2006. Cette situation est essentiellement due à des entrées importantes de bénéfices et dividendes au profit du secteur des télécommunications. Les paiements de dividendes ont, pour leur part, augmenté de 2,5 milliards, atteignant 47,3 milliards en 2007 après 44,7 milliards en 2006.

Le revenu des autres investissements s'est amélioré, le déficit enregistré ayant fléchi de 17,8 milliards en 2006 à 10,0 milliards en 2007, à la faveur de la baisse des charges d'intérêts sur la dette publique extérieure. celles-ci sont passées de 22,6 milliards en 2006 à 13,8 milliards en 2007, à la suite des importants allègements de dettes obtenus par le Sénégal au cours des dernières années, dans le cadre de la mise en oeuvre des initiatives PPTE et IADM. La part des intérêts sur la dette publique extérieure dans le total des revenus d'investissements s'est également inscrite en baisse, ressortant à 11,0% en 2007 contre 18,9% en 2006.

**Tableau I.16. Evolution des revenus du travail**  
(en millions de FCFA)

	<b>2003</b>			<b>2004</b>			<b>2005</b>			<b>2006</b>			<b>2007</b>		
	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S
Total des revenus	69.389	148.52 1	-79.132	82.813	151.857	-69.044	109.136	156.931	-47.795	91.683	124.854	-33.171	96.616	132.004	-35.388
Dont Revenus du travail	36.443	5.166	31.277	36.828	5 436	31.392	37.895	5.607	32.288	39.043	5.173	33.870	40.779	6.461	34.318
Revenus du travail / Total des revenus en %	52,5			44,5			34,7			42,6			42,2		

**Tableau I.17. Evolution des revenus des investissements**  
(en millions de FCFA)

	2003			2004			2005			2006			2007		
	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S
<b>Total des revenus des investissements</b>	<b>32.946</b>	<b>143.355</b>	<b>-110.409</b>	<b>45.985</b>	<b>146.421</b>	<b>-100.436</b>	<b>71.241</b>	<b>151.324</b>	<b>-80.083</b>	<b>52.640</b>	<b>119.681</b>	<b>-67.041</b>	<b>55.837</b>	<b>125.543</b>	<b>-69.706</b>
Revenus des investissements directs	21.204	70.772	-49.568	35.490	68.222	-32.732	59.014	91.231	-32.217	38.040	64.775	-26.735	40.032	67.674	-27.642
Investissements de portefeuille	3.281	20.917	-17.636	4 466	25.481	-21.015	6.482	22.975	-16.493	6.078	28.577	-22.499	5.662	37.730	-32.068
Autres investissements	8.461	51.666	-43.205	6 029	52.718	-46.689	5.745	37.118	-31.373	8.522	26.329	-17.807	10.143	20.139	-9.996
dont Intérêts sur la dette extérieure publique directe	-	45.663	-45.663	-	47.318	-47.318	-	30.046	-30.046	-	22.601	-22.601	-	13.789	-13.789
<b>Intérêts sur la dette extérieure / Total des revenus des investissements (en %)</b>		<b>31,9</b>			<b>32,3</b>			<b>19,9</b>			<b>18,9</b>			<b>11,0</b>	

#### I - 4 – EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

L'excédent des transferts courants, arrêté à 618,0 milliards en 2007, a augmenté de 180,5 milliards comparativement à son niveau de 437,5 milliards enregistré en 2006.

Tableau I.18. Evolution des transferts courants  
(en millions de FCFA)

	2003	2004	2005	2006	2007
Transferts courants des Adm. Publ.	67.283	64.269	56.795	28.166	52.006
Transferts courants des Autres secteurs	241.013	269.609	340.789	409.300	566.016
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>232.496</i>	<i>262.371</i>	<i>332.233</i>	<i>399.517</i>	<i>468.218</i>
Total des transferts courants	308.296	333.878	397.584	437.466	618.022

Cette évolution reflète une hausse simultanée des flux d'aide en faveur du secteur officiel et des transferts nets au profit des autres secteurs. Ces derniers ont augmenté de 409,3 milliards en 2006 à 566,0 milliards en 2007, singulièrement sous la poussée des transferts nets de revenus des émigrés, sous forme d'aide scolaire et de secours familial, évalués selon l'enquête effectuée auprès du secteur bancaire à 468,2 milliards en 2007 contre 399,5 milliards en 2006.

Tableau I.19. Synthèse des transferts électroniques  
(en millions de FCFA)

	Envois de fonds des travailleurs				Règlement de biens	Règlement de services	Autres	Total
	Aide scolaire	Secours familial	Autres	Sous-Total				
<b><u>Année 2007</u></b>								
<b>Transferts rapides (nets)</b>	<b>398 696</b>	<b>70 033</b>	<b>0</b>	<b>468 729</b>	<b>743</b>	<b>1 120</b>	<b>540</b>	<b>471 131</b>
Emis	21 480	40 165	0	61 645	28	9	0	61 682
Reçus	420 177	110 197	0	530 374	771	1 129	540	532 813

Les dons et autres concours officiels ont progressé de 28,2 milliards en 2006 à 52,0 milliards en 2007. Ces transferts officiels couvrent notamment des appuis budgétaires bilatéraux provenant du royaume d'Arabie Saoudite (26,8 milliards), du Canada (8,5 milliards), des Pays-Bas (7,7 milliards) et de la France (1,3 milliard) ainsi que les aides budgétaires accordées par l'Union Européenne (8,3 milliards) et la Commission de l'UEMOA (0,6 milliard).

## **II – EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES**

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital, les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

### **II - 1 – EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL**

Le compte de capital enregistre les transferts de capital et les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits. En 2007, l'excédent du compte de capital est évalué à 159,4 milliards contre 1.198,0 milliards en 2006.

#### **2-1-1 Evolution de la balance des transferts de capital**

L'excédent des transferts de capital est passé de 1.199,9 milliards en 2006 à 95,2 milliards en 2007. Cette évolution reflète notamment la prise en compte en 2006 des allègements de dettes obtenus par le Sénégal dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement. Hors remises de dettes, les transferts de capital sont évalués à 93,0 milliards en 2007 contre 85,0 milliards en 2006.

En ce qui concerne les dons projets, ils sont passés de 78,5 milliards en 2006 à 85,7 milliards en 2007. Ces concours ont été mobilisés principalement auprès du FED (21,7 milliards), de l'USAID (13,2 milliards), ainsi que de la France (12,4 milliards), du Canada (9,1 milliards), de l'Allemagne (6,5 milliards) et de la Belgique (5,4 milliards).

Les transferts de capital des autres secteurs ont progressé de 6,5 milliards en 2006 à 7,3 milliards en 2007.

**Tableau II.1. Evolution des transferts de capital**  
(en millions de FCFA)

	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Transferts de capital des APU	80.836	392.013	99.963	1.193.354	87.869
Remises de dettes	20.700	322.113	36.598	1.114.900	2.133
Autres transferts	60.136	69.900	63.365	78.454	85.736
Transferts de capital des autres secteurs	6.780	4.425	5.672	6.504	7.294
Total des Transferts de capital	87.616	396.438	105.635	1.199.858	95.163
Transferts de capital (hors remises de dettes)	66.916	74.325	69.037	84.958	93.030

#### **2-1-2 Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits**

Ce poste enregistre des transactions relatives aux actifs corporels utiles ou indispensables pour la production de biens et de services, mais qui n'ont pas été produits eux-mêmes (terre, ressources du sous-sol, etc.) et aux actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, licences, marques commerciales, etc.).

Traditionnellement débiteur, ce poste a enregistré en 2007 un excédent de 58,3 milliards contre un déficit de 1,9 milliard en 2006. La cession d'une licence de téléphonie mobile à l'opérateur Sudatel pour un montant de 89,1 milliards constitue la principale entrée au titre des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits. Du côté des sorties, un montant

de 24,8 milliards, constitué essentiellement par l'acquisition de licences de téléphonie mobile (24,7 milliards) en Guinée-Bissau et en République de Guinée, a été relevé.

## **II - 2 – EVOLUTION DU COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES**

### 2-2-1 Evolution des opérations financières (présentées dans l'optique des composantes standard)

Le solde du compte d'opérations financières est passé d'un déficit de 752,7 milliards en 2006 à un excédent de 463,8 milliards en 2007, du fait principalement de la hausse des « autres investissements » (investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille). Ce poste avait enregistré en 2006 d'importantes annulations de dettes dans le cadre de l'IADM. Hors annulations de dettes, le solde des opérations financières augmenterait de 103,8 milliards entre 2006 et 2007. Cette évolution résulte d'un accroissement des investissements directs (+20,7 milliards), des investissements de portefeuille (+25,3 milliards) et des autres investissements (+134,0 milliards), atténué par l'amélioration des avoirs de réserves (-75,2 milliards)

Tableau II.2. Evolution du compte d'opérations financières  
(en millions de FCFA)

	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
- Investissements directs	28.965	33.792	27.592	110.031	130.707
- Investissements de portefeuille	-25.263	-24.685	-2.331	-2.299	22.984
- Autres investissements	164.301	-61.641	229.371	-862.952	383.841
<i>Hors allègements de dettes</i>	<i>185.001</i>	<i>260.472</i>	<i>265.969</i>	<i>251.948</i>	<i>385.974</i>
- Avoirs de réserve	-10.328	-81.692	-6.711	2.497	-72.729
Total des opérations financières	157.675	-134.226	247.921	-752.723	463.803
<i>Hors allègements de dettes</i>	<i>178.375</i>	<i>187.887</i>	<i>284.519</i>	<i>362.177</i>	<i>465.936</i>

Les investissements directs nets sont passés de 110,0 milliards en 2006 à 130,7 milliards en 2007, soit une hausse de 20,7 milliards. Les investissements nets de résidents à l'étranger sont passés de 5,2 milliards en 2006 à 16,2 milliards en 2007. Ceux des non-résidents dans l'économie ont augmenté de 115,2 milliards à 142,5 milliards sur la même période.

Les investissements de résidents à l'étranger ont été essentiellement constitués dans le secteur de la téléphonie alors que les investissements étrangers au Sénégal ont concerné notamment les investissements immobiliers (83,7 milliards), y compris ceux des organisations internationales, la création de nouvelles sociétés auprès des études notariales (41,2 milliards), l'exploitation minière (14,2 milliards), les bénéfiques réinvestis (12,8 milliards) et la téléphonie mobile (8,2 milliards). Ce poste enregistre également au débit les pertes supportées par les investisseurs étrangers, soit un montant de 23,3 milliards dont 13,2 milliards pour les ICS.

Le solde des investissements de portefeuille est passé d'un déficit de 2,3 milliards en 2006 à un excédent de 23,0 milliards en 2007, à la suite, essentiellement, de l'émission de bons et obligations du Trésor souscrits à hauteur de 23,8 milliards par des non-résidents.

Les autres investissements nets sont évalués à 383,8 milliards en 2007 contre -863,0 milliards en 2006. Hors allègements de dettes, les autres investissements sont passés de 252,0 milliards en 2006 à 386,0 milliards en 2007. Cette évolution est due notamment à l'accroissement, au titre des engagements, des prêts nets accordés à des résidents qui ont atteint 202,0 milliards en 2007 dont 113,4 au profit des administrations publiques contre -977,4 milliards en 2006 (137,5 milliards hors annulations de dettes). En outre, l'Etat a mobilisé, en 2007, d'importantes ressources, évaluées à 142,1 milliards (contre 134,6 milliards en 2006) dont 123,7 milliards auprès de partenaires multilatéraux (IDA, BID, FKDEA, OPEP, FAD) et 18,4 milliards auprès de créanciers bilatéraux (Chine, Inde et Espagne).

Les détails du financement exceptionnel inclus dans les autres investissements figurent dans les renseignements complémentaires fournis en annexe.

S'agissant des avoirs de réserve de la Banque Centrale, ils se sont améliorés de 72,7 milliards en 2007 contre une dégradation 2,5 milliards en 2006.

### **ENCADRE 3 : LE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN ANALYSE DES FLUX DE CAPITAUX PRIVÉS ÉTRANGERS (PRC CPE)**

Le Projet de renforcement des capacités en analyse des flux de capitaux privés étrangers, élaboré par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), conjointement avec Development Finance International (DFI) rentre dans le cadre du programme plus large de renforcement des capacités en analyse des flux de capitaux privés (PRC CPE), qui a été lancé au milieu des années 1990 dans les pays à faible revenu.

Le programme vise à répondre aux difficultés liées à la collecte et à l'analyse des flux de capitaux privés étrangers, rendues plus complexes par l'intensification des mouvements de capitaux consécutive à la libéralisation financière.

Le PRC CPE couvre 35 pays d'Afrique, d'Amérique Latine et des Caraïbes, et collabore étroitement avec le Secrétariat du Commonwealth, le FMI, l'OCDE, la CNUCED, la Banque Mondiale et de nombreuses Banques Centrales. Cette collaboration permet de s'assurer d'un accès permanent aux meilleures pratiques internationales.

Le programme a démarré depuis 1996 dans les pays d'Afrique anglophone. Il a été récemment élargi aux pays membres de l'UEMOA et de la CEMAC.

Le PRC CPE vise un double objectif :

- développer, consolider et pérenniser les capacités nationales en matière de suivi et de mobilisation des flux de capitaux privés étrangers ;
- accroître, dans la perspective du renforcement du premier objectif, la capacité des structures régionales d'intégration dans le domaine du suivi et de l'analyse.

Le PRC CPE comporte une enquête sur les Actifs et Passifs Etrangers et une enquête sur



### la Perception des Investisseurs.

Dans le cadre de sa mise en oeuvre, un Groupe de Travail National (GTN) a été mis en place, sous la présidence du Ministère de l'Economie et des Finances. Le GTN regroupe la Banque Centrale, l'Agence nationale chargée de la Promotion de l'Investissement et des Grands travaux (APIX-SA), l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), la Direction de la Monnaie et du Crédit, la Direction de la Dette et de l'Investissement, la Direction de l'Appui au Secteur Privé, la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar et le patronat (CNP, CNES, MEDS, UNACOIS...). La BCEAO assure le Secrétariat du GTN.

Dans le cadre du lancement de ce projet, un atelier de formation a été organisé du 19 au 22 mai 2008. Il a permis d'assurer une formation, au profit des enquêteurs, des contrôleurs et des superviseurs sur les concepts et les formulaires à utiliser pour les enquêtes. La collecte des données sur le terrain s'est déroulée du 15 septembre au 15 novembre 2008.

L'enquête sur les capitaux privés permettrait d'améliorer sensiblement les statistiques de balance des paiements et la Position Extérieure Globale.

## 2-2-2 Evolution des opérations financières recalculées dans l'optique de présentation habituelle de la BCEAO

### 2-2-2-1 Evolution des opérations financières

Le solde des opérations financières, établi selon l'optique de présentation traditionnelle de la BCEAO, qui distingue les capitaux non monétaires des capitaux monétaires ou mouvements d'avoirs extérieurs nets du système bancaire, s'établit à 534,6 milliards en 2007 contre -653,7 milliards en 2006.

Tableau II.3. Evolution des opérations financières (selon l'optique habituelle de la BCEAO)  
en millions de FCFA

	2003	2004	2005	2006	2007
- Investissements directs	28.965	33.792	27.592	110.031	130.707
- Investissements de portefeuille	12.816	-14.712	14.418	-3.383	28.775
- Autres investissements*	171.881	-46.893	191.848	-760.322	375.077
Total des opérations Financières	213.662	-27.813	233.858	-653.674	534.559

\* non compris les avoirs et les engagements du système monétaire

En tenant compte du solde courant et de l'ensemble des capitaux non monétaires et des erreurs et omissions nettes, la balance des paiements dégage un excédent de 70,8 milliards en 2007 contre un solde de 99,0 milliards en 2006.

### 2-2-2-2 Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques de dépôts : le solde monétaire

En 2007, l'incidence des transactions extérieures sur les avoirs extérieurs nets de l'ensemble du système monétaire s'est traduite par une amélioration des avoirs extérieurs nets de la

BCEAO et une dégradation de la position extérieure des banques de dépôts.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont en effet améliorés de 74,1 milliards alors que ceux des banques commerciales se sont détériorés de 3,3 milliards.

En intégrant la contrepartie de la réévaluation des engagements à l'égard du FMI, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale affichent une hausse de 74,3 milliards.

#### Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 588,4 milliards en 2006 à 662,5 milliards en 2007 soit, compte non tenu des contreparties de réévaluation, une amélioration de 74,1 milliards résultant d'une hausse des avoirs de 73,7 milliards accentuée par un dégonflement des engagements de 0,4 milliard.

Les avoirs extérieurs bruts sont passés de 661,3 milliards en 2006 à 735,0 milliards en 2007, traduisant une sensible hausse de la position créditrice du Sénégal au compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale (75,8 milliards), atténuée par une baisse de la position de réserve (-1,7 milliard) et des avoirs en devises (-0,4 milliard). Pour leur part, les engagements extérieurs de la Banque Centrale ont baissé de 72,9 milliards à 72,5 milliards, soit un repli de 0,4 milliard.

En définitive, en excluant de la variation globale des avoirs extérieurs nets officiels (+74,3 milliards) la contrepartie de la réévaluation des engagements à l'égard du FMI, soit 228 millions, l'amélioration de la position extérieure de la Banque Centrale liée à des transactions réelles ressort à 74,1 milliards en 2007.

Tableau II.4. Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale  
(en millions de FCFA)

	2003	2004	2005	2006	2007	VARIATION 2007/2006
<b>AVOIRS</b>	577.346,8	658.924,0	663.776,5	661.279,3	735.008,1	<b>73.728,8</b>
. Position de réserve	1.208,1	1.220,2	5.548,9	-2.066,7	-3.766,0	-1.699,3
. DTS détenus	5.791,8	3.750,6	765,1	27,9	52,4	24,5
. Avoirs en devises	1.410,8	997,7	812,2	1.529,7	1.148,0	-381,7
Pos.Créd.Dispon.Ext	568.936,1	652.955,5	656.652,3	661.788,4	737.573,7	75.785,3
<b>ENGAGEMENTS</b>	206.390,2	168.857,3	160.223,2	72.925,3	72.561,1	<b>-364,2</b>
. Recours au crédit du Fonds	131.544,6	104.802,7	82.486,6	12.985,2	12.202,8	-782,4
. Banques et Institutions étrangères	53.430,0	49.140,0	61.991,9	55.641,2	56.393,4	752,2
. Engagements en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Autres dépôts étrangers	20.409,1	6.123,9	13.989,8	3.373,6	4.655,5	1.281,9
. Transferts à exécuter	432,7	8.215,9	1.239,1	1.625,1	19,9	-1.605,2
. Ajustements (encaisses détenues par des non-résidents)	573,8	574,8	515,9	-699,6	-710,3	-10,7

AVOIRS NETS	370.956,6	490.066,7	503.553,3	588.354,0	662.447,0	<b>74.093,0</b>
Contrepartie de réévaluation	16.430,6	2.305,8	231	971,7	228,0	

Evolution des avoirs et engagements extérieurs des banques de dépôts  
et autres institutions monétaires

La position extérieure nette des banques de dépôts s'est détériorée de 3,3 milliards, sous l'effet d'une hausse des engagements (+11,7 milliards) plus importante que celle des avoirs extérieurs bruts (8,4 milliards).

Tableau II.5. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des banques de dépôts et autres  
institutions monétaires - Evolution des avoirs extérieurs nets globaux  
(en millions de FCFA)

	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>variation 2007/2006</b>
AVOIRS	260.586	295.625	296.567	363.284	371.673	8.389
. Banques	260.586	295.625	296.567	363.284	371.673	8.389
. Autres institutions monétaires						
ENGAGEMENTS	175.619	221.181	251.281	303.084	314.810	11.726
. Banques	175.619	221.181	251.281	303.084	314.810	11.726
. Autres institutions monétaires						
Position monétaire extérieure	84.967	74.444	45.286	60.200	56.863	-3.337

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets globaux :

Tableau II.6. Evolution des avoirs extérieurs nets  
(en millions de FCFA)

	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
1. VARIATIONS DES AEN DES BANQUES ET AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES	25.597	-10.523	-29.158	15.220	-3.337
. (Variation globale)	25.597	-10.523	-29.429	15.220	-3.337
. (Contrepartie des réévaluations)	-	-	-	-	-
2. VARIATION DES AEN DE LA BANQUE CENTRALE	30.390	116.936	15.095	83.829	74.093
. (Variation globale)	56.821	119.242	15.326	84.800,7	74.321
. (Contrepartie des réévaluations)	-16.431	-2.306	-231	-971,7	-228

---

SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (1+2)	55.987	106.413	-14.063	99.049	70.756
---	--------	---------	---------	--------	--------

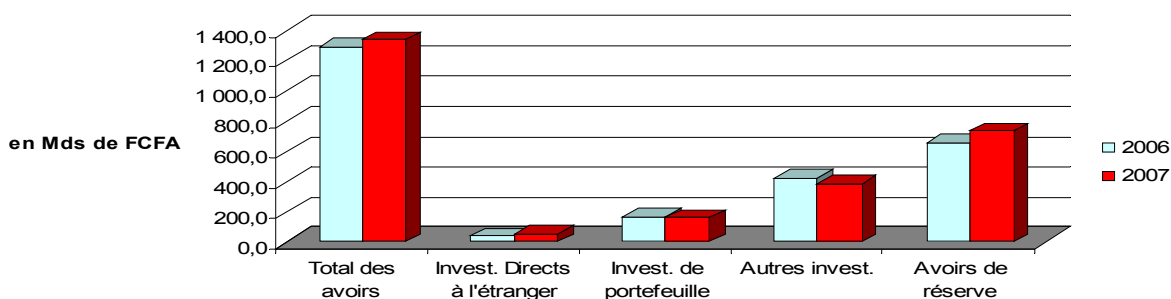
### III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale du Sénégal (PEG) s'est dégradée en 2007, s'établissant à -1.331,7 milliards contre -861,8 milliards en 2006. Cette évolution reflète une hausse des engagements extérieurs plus importante que celle des avoirs.

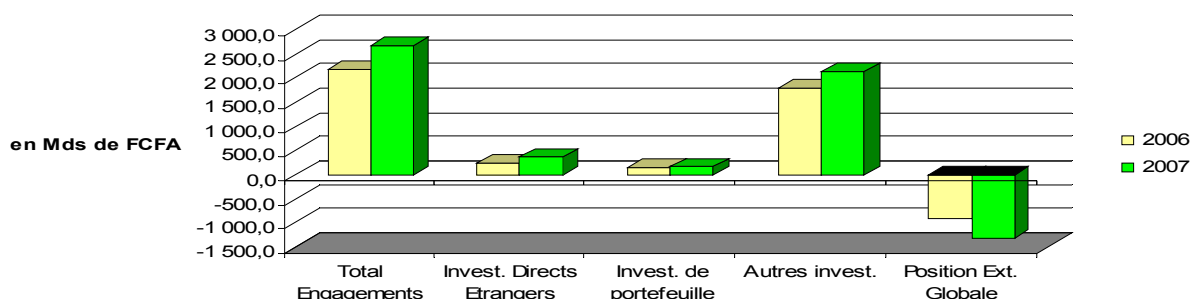
En effet, les engagements extérieurs sont passés de 2.190,6 milliards en 2006 à 2.671,5 milliards en 2007, à la faveur d'un accroissement de tous les postes et, plus particulièrement, des autres investissements. Ainsi, le stock d'investissements directs au Sénégal a augmenté de 237,6 milliards à 373,7 milliards, entre 2006 et 2007, tandis que celui des investissements de portefeuille passe de 146,9 milliards en 2006 à 165,1 milliards en 2007. Pour leur part, les autres investissements s'établissent à 2.132,7 milliards en 2007 contre 1.806,1 milliards en 2006, suite essentiellement à une hausse des prêts de 1.122,5 milliards à 1.321,7 milliards. L'encours des emprunts au profit des Administrations publiques dans le total des prêts est passée de 864,4 milliards en 2006 à 968,5 milliards en 2007. La part de la dette extérieure publique dans les engagements globaux a toutefois diminué de 39,5% en 2006 à 36,3% en 2007. Les prêts destinés aux autres secteurs se sont accrus de 95,1 milliards sur la période.

S'agissant des avoirs détenus à l'étranger, ils ont progressé de 43,7 milliards, passant de 1.296,1 milliards en 2006 à 1.339,7 milliards en 2007, du fait principalement des investissements directs (18,2 milliards) et des avoirs de réserve (+73,5 milliards). En revanche, les investissements de portefeuille et les autres investissements se sont inscrits en repli, respectivement de 3,9 milliards et 44,2 milliards.

Niveau des stocks d'avoirs en 2006 et 2007



Niveau des stocks d'engagement et de la PEG en 2006 et 2007



#### **IV - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES REQUIS SUR CERTAINS POSTES**

##### **LE FINANCEMENT EXCEPTIONNEL**

Le financement exceptionnel, inclus dans les postes retraçant les transferts de capital (remise de dettes) et les autres investissements (rééchelonnements, arriérés...) en application des instructions de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements, est retracé ci-dessous pour mémoire.

Tableau IV.1. Evolution du financement exceptionnel  
(en millions de FCFA)

	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>I – Transferts</b>	<b>20.700</b>	<b>45.500</b>	<b>30.300</b>	<b>38.760</b>	<b>2.134</b>
- Remises de dettes	20.700	45.500	30.300	38.760	2.134
<b>II – Autres investissements</b>	<b>62.000</b>	<b>46.200</b>	<b>33.020</b>	<b>3.500</b>	
<b>Engagements</b>					
1. Economies sur rééchelonnement	38.700	31.600	33.020	3.400	
Dont					
- principal	33.200	27.600	29.340	3.200	
- intérêts	5.500	4.000	3.680	.200	
2. Club de Paris différé « post-cut-off-date »	23.300	14.600			
3. Différé de paiement					
4. Variation des arriérés					
<b>I + II (Total financement exceptionnel)</b>	<b>82.700</b>	<b>91.700</b>	<b>63.320</b>	<b>42.160</b>	<b>2.134</b>

Tableau IV.2. Réconciliation : IFS – Balance des Paiements  
Avoirs et engagements extérieurs de la banque centrale en 2007  
(en millions de FCFA)

I – AVOIRS EXTERIEURS	739.700,0
selon I.F.S. ligne 11	
. Ajustements	-4.691,9
<b>TOTAL DES AVOIRS – BALANCE DES PAIEMENTS</b>	<b>735.008,1</b>
II – ENGAGEMENTS EXTERIEURS	73.300,0
selon I.F.S. lignes 16 C	
. Fond Fiduciaire	
. Recours au crédit du FMI	
. selon IFS (1)	12.181,8
. selon Balance des paiements	12.202,8
. Ajustements	-738,9
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS – BALANCE DES PAIEMENTS</b>	<b>72.561,1</b>

(1) I.F.S. ligne 2 t l encours en fin de période x cours DTS en fin de période

Tableau IV.3. Éconciliation : Statistiques Monétaires – Balance des Paiements  
Avoirs et engagements extérieurs des Autres Institutions Monétaires en 2007  
(en millions de FCFA)

I – AVOIRS EXTERIEURS	373.310
Données FISEC corrigées	
Statistiques Monétaires	
. Valeur à l'encaissement non disponible	-15.685
. Dépôts et cautionnements	0
. Débiteurs divers	5.360
. Billets externes UMOA	8.043
. Ajustements	645
<b>TOTAL DES AVOIRS – BALANCE DES PAIEMENTS</b>	<b>371.673</b>
II – ENGAGEMENTS EXTERIEURS	166.431
Données FISEC corrigées	
Statistiques Monétaires	
. Comptes exigibles après encaissement	-19.438
. Versements restant à effectuer sur titres de placement	0
. Crédoeurs divers	92
. Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0
. Dépôts des émigrés Sénégalais	168.577
. Ajustements	-852
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS - BALANCE DES PAIEMENTS</b>	<b>314.810</b>

## **ANNEXES**



Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Presentation standard)

Année 2007

BPT / M

K

Page 1/7  
Après ajustement  
(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	2 219 285	2 848 061	-628 776
0 . . .				
4 1 0	Biens	802 211	1 995 549	-1 193 338
4 1 10	Marchandises générales	785 410	1 987 524	-1 202 114
4 1 50	Biens importés ou exportés pour transformation			
4 1 51	Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	Biens transformés dans l'économie			
4 1 60	Réparations de biens	4	4 804	-4 800
4 1 70	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	16 797	3 221	13 576
4 1 71	Dans les ports maritimes	2 814		2 814
4 1 72	Dans les aéroports	13 983	3 164	10 819
4 1 73	Dans d'autres ports		57	-57
4 1 80	Or non monétaire			
4 1 81	Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	Détenu à d'autres fins			
0 . . .				
4 2 0	Services	574 009	592 081	-18 072
4 2 5	Transports	64 805	287 774	-222 969
4 2 6	Transports maritimes	329	215 947	-215 618
4 2 7	Passagers			
4 2 8	Fret		215 936	-215 936
4 2 9	Autres	329	11	318
4 2 10	Transports aériens	45 142	64 226	-19 084
4 2 11	Passagers	38 710	47 318	-8 608
4 2 12	Fret	18	2 948	-2 930
4 2 13	Autres	6 414	13 960	-7 546
4 2 14	Autres transports	19 334	7 601	11 733
4 2 15	Passagers	5 026		5 026
4 2 16	Fret	14 308	7 601	6 707
4 2 17	Autres			
4 2 36	Voyages	254 632	121 072	133 560
4 2 37	Voyages à titre professionnel	66 697	60 399	6 298
4 2 38	Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 39	Autres	66 697	60 399	6 298
4 2 40	Voyages à titre personnel	187 935	60 673	127 262
4 2 41	Pour raisons de santé		4	-4
4 2 42	A but éducatif	13 401	30 161	-16 760
4 2 43	A d'autres fins	174 534	30 508	144 026
4 2 45	Services de communication	87 295	27 079	60 216
4 2 49	Services de bâtiment et travaux publics	26 351	18 227	8 124
4 2 53	Services d'assurances	6 234	45 924	-39 690
4 2 54	Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			
4 2 55	Assurance du fret		45 283	-45 283
4 2 56	Autres assurances directes	1 365	576	789

Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Presentation standard)

Année 2007

BPT / M

Page 2/7

K

Après ajustement  
(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 2 57.	Réassurance	3 140	65	3 075
4 2 58.	Services auxiliaires	1 729		1 729
4 2 60.	Services financiers	3 620	4 017	-397
4 2 62.	Services d'informatique et d'information	1 753	8 989	-7 236
4 2 66.	Redevances et droits de licence	242	3 738	-3 496
4 2 68.	Autres services aux entreprises	78 659	59 492	19 167
4 2 69.	Négoce international et autres services liés au commerce	4 412	747	3 665
4 2 70.	Négoce international	4 412	728	3 684
4 2 71.	Autres	0	19	-19
4 2 72.	Location-exploitation	2 181	2 837	-656
4 2 73.	Divers services aux entreprises	72 066	55 908	16 158
4 2 74.	Services juridiques			
4 2 75.	Services juridiques			
4 2 76.	Comptabilité			
4 2 77.	Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			
4 2 78.	Publicité	1 536	1 367	169
4 2 79.	Recherche et développement		60	-60
4 2 80.	Architecture			
4 2 81.	Services agricoles			
4 2 82.	Traitement des déchets et dépollution			
4 2 83.	Autres			
4 2 84.	Autres services			
4 2 85.	Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4 2 87.	Services personnels	325	130	195
4 2 88.	Services audiovisuels et connexes		126	-126
4 2 89.	Autres	325		325
4 2 91.	Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	50 093	15 639	34 454
4 2 92.	Ambassades et consulats	27 896	13 539	14 357
4 2 93.	Unités et organismes militaires			
4 2 94.	Autres	22 197	2 100	20 097
0. ...				
4 3 0	Revenus	96 616	132 004	-35 388
4 3 10.	Rémunération des salariés	40 779	6 461	34 318
4 3 20.	Revenus des investissements	55 837	125 543	-69 706
4 3 30.	Investissements directs	40 032	67 674	-27 642
4 3 31.	Revenus des titres de participation	40 008	67 164	-27 156
4 3 32.	Dividendes et bénéfices distribués	16 617	47 270	-30 653
4 3 33.	Bénéfices réinvestis	23 391	19 894	3 497
4 3 34.	Revenus des titres de créance	24	510	-486
4 3 39.	Investissements de portefeuille	5 662	37 730	-32 068
4 3 40.	Revenu des titres de participation	142	27 887	-27 745
4 3 41.	Autorités monétaires			
4 3 42.	Administrations publiques			
4 3 43.	Banques	138	925	-787

Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Presentation standard)

Année 2007

BPT / M

Page 3/7

K

Après ajustement  
(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 3 44	Autres secteurs	4	26 962	-26 958
4 3 49	Revenus des titres de créance	5 520	9 843	-4 323
4 3 50	Obligations et autres titres d'emprunt	5 282	9 827	-4 545
4 3 51	Autorités monétaires			
4 3 52	Administrations publiques		2 515	-2 515
4 3 53	Banques	5 282		5 282
4 3 54	Autres secteurs		7 312	-7 312
4 3 60	Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	238	16	222
4 3 61	Autorités monétaires			
4 3 62	Administrations publiques			
4 3 63	Banques	238	16	222
4 3 64	Autres secteurs			
4 3 70	Autres investissements	10 143	20 139	-9 996
4 3 71	Autorités monétaires	3 239		3 239
4 3 72	Administrations publiques		13 789	-13 789
4 3 73	Banques	6 723	2 867	3 856
4 3 74	Autres secteurs	181	3 483	-3 302
0. . .				
4 3 79	Transferts courants	746 449	128 427	618 022
4 3 80	Administrations publiques	55 286	3 280	52 006
4 3 90	Autres secteurs	691 163	125 147	566 016
4 3 91	Envois de fonds des travailleurs	530 409	62 191	468 218
4 3 92	Autres transferts	160 754	62 956	97 798
0. . .				
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	1 129 859	506 626	623 233
0. . .				
4 9 94	Compte de capital	184 245	24 815	159 430
4 4 0	Transferts de capital	95 163		95 163
4 4 1	Administrations publiques	87 869		87 869
4 4 2	Remises de dettes	2 133		2 133
4 4 10	Autres	85 736		85 736
4 4 30	Autres secteurs	7 294		7 294
4 4 31	Transferts des migrants			
4 4 32	Remises de dettes			
4 4 40	Autres transferts	7 294		7 294
4 4 80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	89 082	24 815	64 267
0. . .				
4 9 95	Compte d'opérations financières	945 614	481 811	463 803
0. . .				
4 5 0	Investissements directs	202 158	71 451	130 707
4 5 5	De l'économie à l'étranger	14 614	26 454	-11 840
4 5 6	Capital social et bénéfices réinvestis	9 320	25 553	-16 233
4 5 10	Capital social	2 254	25 463	-23 209
4 5 25	Bénéfices réinvestis	7 066	90	6 976

Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Presentation standard)

Année 2007

BPT / M

Page 4/7

K

Après ajustement

(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 5 30	Autres transactions	5 294	901	4 393
4 5 35	Créances sur les entreprises apparentées	3 715	879	2 836
4 5 40	Engagements envers les entreprises apparentées	1 579	22	1 557
4 5 55	De l'étranger dans l'économie	187 544	44 997	142 547
4 5 56	Capital social et bénéfices réinvestis	168 482	35 377	133 105
4 5 60	Capital social	155 654	12 076	143 578
4 5 75	Bénéfices réinvestis	12 828	23 301	-10 473
4 5 80	Autres transactions	19 062	9 620	9 442
4 5 85	Créances sur les investisseurs directs	9 539	3 284	6 255
4 5 90	Engagements envers les investisseurs directs	9 523	6 336	3 187
0. ..				
4 6 0	Investissements de portefeuille	109 291	86 307	22 984
0. ..				
4 6 2	Avoirs	48 617	45 546	3 071
4 6 10	Titres de participation	4 898	135	4 763
4 6 11	Autorités monétaires			
4 6 12	Administrations publiques			
4 6 13	Banques	17		17
4 6 14	Autres secteurs	4 881	135	4 746
4 6 19	Titres de créances	43 719	45 411	-1 692
4 6 20	Obligations et autres titres d'emprunt	16 341	35 955	-19 614
4 6 21	Autorités monétaires			
4 6 22	Administrations publiques	392		392
4 6 23	Banques	15 549	35 933	-20 384
4 6 24	Autres secteurs	400	22	378
4 6 30	Instruments du marché monétaire	27 378	9 441	17 937
4 6 31	Autorités monétaires			
4 6 32	Administrations publiques			
4 6 33	Banques	27 378	9 441	17 937
4 6 34	Autres secteurs			
4 6 40	Dérivés financiers		15	-15
4 6 41	Autorités monétaires			
4 6 42	Administrations publiques			
4 6 43	Banques			
4 6 44	Autres secteurs		15	-15
0. ..				
4 6 52	Engagements	60 674	40 761	19 913
4 6 60	Titres de participation	4 324	474	3 850
4 6 63	Banques	2 963	0	2 963
4 6 64	Autres secteurs	1 361	474	887
4 6 69	Titres d'engagement	56 350	40 287	16 063
4 6 70	Obligations et autres titres d'emprunt	25 424	31 087	-5 663
4 6 71	Autorités monétaires			
4 6 72	Administrations publiques	23 821		23 821

Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Presentation standard)

Année 2007

BPT / M

Page 5/7

K

Après ajustement  
(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 6 73.	Banques	0	28 000	-28 000
4 6 74.	Autres secteurs	1 603	3 087	-1 484
4 6 80.	Instruments du marché monétaire	18 676	9 200	9 476
4 6 81.	Autorités monétaires			
4 6 82.	Administrations publiques			
4 6 83.	Banques	18 676	9 200	9 476
4 6 84.	Autres secteurs			
4 6 90.	Dérivés financiers	12 250		12 250
4 6 91.	Autorités monétaires			
4 6 92.	Administrations publiques			
4 6 93.	Banques	12 200		12 200
4 6 94.	Autres secteurs	50		50
0. ..				
4 7 0	Autres investissements	632 084	248 243	383 841
0. ..				0
4 7 3.	Avoirs	139 717	99 272	40 445
4 7 6.	Crédits commerciaux	48 872	43 359	5 513
4 7 7.	Administrations publiques			
4 7 8.	Long terme			
4 7 9.	Court terme			
4 7 10.	Autres secteurs	48 872	43 359	5 513
4 7 11.	Long terme			
4 7 12.	Court terme			
4 7 14.	Prêts	16 082	23 609	-7 527
4 7 15.	Autorités monétaires			
4 7 17.	Long terme			
4 7 18.	Court terme			
4 7 19.	Administrations publiques			
4 7 20.	Long terme			
4 7 21.	Court terme			
4 7 22.	Banques	16 073	22 519	-6 446
4 7 23.	Long terme	4 847	1 684	3 163
4 7 24.	Court terme	11 212	20 818	-9 606
4 7 25.	Autres secteurs	9	1 090	-1 081
4 7 26.	Long terme			
4 7 27.	Court terme			
4 7 30.	Monnaie fiduciaire et dépôts	28 331	8 354	19 977
4 7 31.	Autorités monétaires			
4 7 32.	Administrations publiques	1 185	947	238
4 7 33.	Banques	1 558	1 393	165
4 7 34.	Autres secteurs	25 588	6 014	19 574
4 7 36.	Autres avoirs	46 432	23 950	22 482
4 7 37.	Autorités monétaires			
4 7 38.	Long terme			

Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Presentation standard)

Année 2007

BPT / M

Page 6/7

K

Après ajustement  
(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 7 39.	Court terme			
4 7 40.	Administrations publiques	23		23
4 7 41.	Long terme			
4 7 42.	Court terme			
4 7 43.	Banques	2 763	2 441	322
4 7 44.	Long terme	37		37
4 7 45.	Court terme	2 726	2 441	285
4 7 46.	Autres secteurs	43 646	21 509	22 137
4 7 47.	Long terme			
4 7 48.	Court terme			
0. . .				
4 7 53.	Engagements	492 367	148 971	343 396
4 7 56.	Crédits commerciaux	116 266	51 652	64 614
4 7 57.	Administrations publiques			
4 7 58.	Long terme			
4 7 59.	Court terme			
4 7 60.	Autres secteurs	116 266	51 652	64 614
4 7 61.	Long terme			
4 7 62.	Court terme			
4 7 64.	Prêts	264 802	62 830	201 972
4 7 65.	Autorités monétaires		782	-782
4 7 66.	Utilisation des crédits et prêts du FMI		782	-782
4 7 67.	Autres prêts à long terme			
4 7 68.	Prêts à court terme			
4 7 69.	Administrations publiques	142 077	28 700	113 377
4 7 70.	Long terme	142 077	28 700	113 377
4 7 71.	Court terme			
4 7 72.	Banques	8 426	3 368	5 058
4 7 73.	Long terme	0	2 676	-2 676
4 7 74.	Court terme	8 426	692	7 734
4 7 75.	Autres secteurs	114 299	29 980	84 319
4 7 76.	Long terme	17 770	11 905	5 865
4 7 77.	Court terme			
4 7 80.	Monnaie fiduciaire et dépôts	38 942	20 383	18 559
4 7 81.	Autorités monétaires	752	6	746
4 7 83.	Banques	38 190	20 377	17 813
4 7 86.	Autres engagements	72 357	14 106	58 251
4 7 87.	Autorités monétaires	1 282	1 610	-328
4 7 88.	Long terme			
4 7 89.	Court terme			
4 7 90.	Administrations publiques			
4 7 91.	Long terme			
4 7 92.	Court terme			
4 7 93.	Banques		7784	-7784

Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Presentation standard)

Année 2007

BPT / M

Page 7/7

K

Après ajustement

(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 7 94	Long terme			
4 7 95	Court terme		7 784	-7 784
4 7 96	Autres secteurs	71 075	4 712	66 363
4 7 97	Long terme			
4 7 98	Court terme			
0. ..				
4 8 0	Avoirs de réserve	2 081	75 810	-73 729
4 8 10	Or monétaire			
4 8 20	DTS		27	-27
4 8 30	Position de réserve au FMI	1 699	225	1 474
4 8 40	Avoirs en devises	382	75 558	-75 176
4 8 45	Monnaie fiduciaire et dépôts	382	75 558	-75 176
4 8 50	Auprès des autorités monétaires			
4 8 55	Auprès des banques			
4 8 60	Titres			
4 8 65	Titres de participation			
4 8 70	Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 75	Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			
4 8 80	Autres créances			
0. ..				
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	68 442	62 899	5 543

Banque Centrale des Etats  
Balance des paiements

Année 2007  
RCR / M

Page 1/1  
Après ajustement

K

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 9 20	Financements exceptionnels	2134		2134
2 9 21	Transferts	0	0	0
2 9 22	Remises de dettes	0	0	0
2 9 23	Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
2 9 24	Dons provenant des comptes de bonification du FMI	0	0	0
2 9 25	Investissements directs	0	0	0
2 9 26	Investissements liés à la réduction de dettes	0	0	0
2 9 27	Autres	0	0	0
2 9 28	Investissements de portefeuille	0	0	0
4 9 29	Autres investissements : engagements			0
2 9 30	Tirages sur nouveaux emprunts	0	0	0
2 9 31	Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4 9 32	Total des arriérés			0
2 9 33	Accumulation d'arriérés	0	0	0
2 9 34	Principal de la dette à court terme	0	0	0
2 9 35	Principal de la dette à long terme	0	0	0
2 9 36	Intérêts initiaux	0	0	0
2 9 37	Intérêts de pénalisation	0	0	0
3 9 38	Remboursements d'arriérés	0	0	0
3 9 39	Principal	0	0	0
3 9 40	Intérêts	0	0	0
3 9 41	Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0
3 9 42	Principal	0	0	0
3 9 43	Intérêts	0	0	0
3 9 44	Annulation d'arriérés	0	0	0
3 9 45	Principal	0	0	0
3 9 46	Intérêts	0	0	0
3 9 47	Remboursements anticipés	0	0	0



Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Optique BCEAO)

Année 2007

POB / M

Page 1/2

K

Après ajustement  
(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	2 219 285	2 848 061	-628 776
0. ..	.			
4 1 0	Biens	802 211	1 995 549	-1 193 338
4 1 10	Marchandises générales	785 410	1 987 524	-1 202 114
4 1 20	Autres biens	16 801	8 025	8 776
0. ..	.			
4 2 0	Services	574 009	592 081	-18 072
4 2 5	Transports	64 805	287 774	-222 969
4 2 3	- dont fret	14 326	226 485	-212 159
4 2 36	Voyages	254 632	121 072	133 560
4 2 91	Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	50 093	15 639	34 454
4 2 98	Autres services	204 479	167 596	36 883
0. ..	.			
4 3 0	Revenus	96 616	132 004	-35 388
4 3 10	Rémunération des salariés	40 779	6 461	34 318
4 3 20	Revenus des investissements	55 837	125 543	-69 706
4 3 5	- dont intérêts sur dette publique		16 304	-16 304
0. ..	.			
4 3 79	Transferts courants	746 449	128 427	618 022
4 3 80	Administrations publiques	55 286	3 280	52 006
4 3 90	Autres secteurs	691 163	125 147	566 016
0. ..	.			
4 9 97	Compte de capital et d'opérations financières	981 951	287 962	693 989
4 4 0	Transferts de capital	95 163		95 163
4 4 1	Administrations publiques	87 869		87 869
4 4 2	Remises de dettes	2 133		2 133
4 4 10	Autres	85 736		85 736
4 4 30	Autres secteurs	7 294		7 294
4 4 80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	89 082	24 815	64 267
0. ..	.			
4 5 0	Investissements directs	202 158	71 451	130 707
4 5 5	De l'économie à l'étranger	14 614	26 454	-11 840
4 5 55	De l'étranger dans l'économie	187 544	44 997	142 547
0. ..	.			
4 5 99	Investissements de portefeuille	32 508	3 733	28 775
4 6 1	De l'économie à l'étranger	5 673	172	5 501
4 6 51	De l'étranger dans l'économie	26 835	3 561	23 274
0. ..	.			
4 6 99	Autres investissements	563 040	187 963	375 077
4 7 1	De l'économie à l'étranger	119 323	72 919	46 404
4 7 13	Administrations publiques	1 208	947	261
4 7 28	Autres secteurs	118 115	71 972	46 143
4 7 51	De l'étranger dans l'économie	443 717	115 044	328 673

Banque Centrale des Etats

Balance des paiements (Optique BCEAO)

Année 2007

POB / M

K

Page 2/2  
Après ajustement  
(en millions FCFA)

Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 7 63	. Administrations publiques	142 077	28 700	113 377
4 7 78	. Autres secteurs	301 640	86 344	215 296
0. . .	.			
0 0 0	Pour mémoire			
4 9 20	Financements exceptionnels	2 134		2 134
4 9 31	. Rééchelonnements			
4 9 22	. Remises de dettes	2 134		2 134
4 9 32	. Total des arriérés			
4 9 48	. Autres			
0. . .	.			
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	68 442	62 899	5 543
0. . .	.			
4 9 90	Solde global	3 269 678	3 198 922	70 756
0. . .	.			
4 7 2	Avoirs et engagements extérieurs	147 908	218 664	-70 756
0. . .	.			
4 7 5	. Autorités monétaires	4 115	78 208	-74 093
4 7 16	. Avoirs	2 081	75 810	-73 729
4 7 82	. Engagements	2 034	2 398	-364
0 0 0	Pour mémoire			
4 8 5	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI		228	-228
0. . .	.			
4 7 35	. Banques	143 793	140 456	3 337
4 7 29	. Avoirs	63 338	71 727	-8 389
4 7 79	. Engagements	80 455	68 729	11 726



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)